Colloque International

« Afrique et puissances »

26- 27 mai 2010

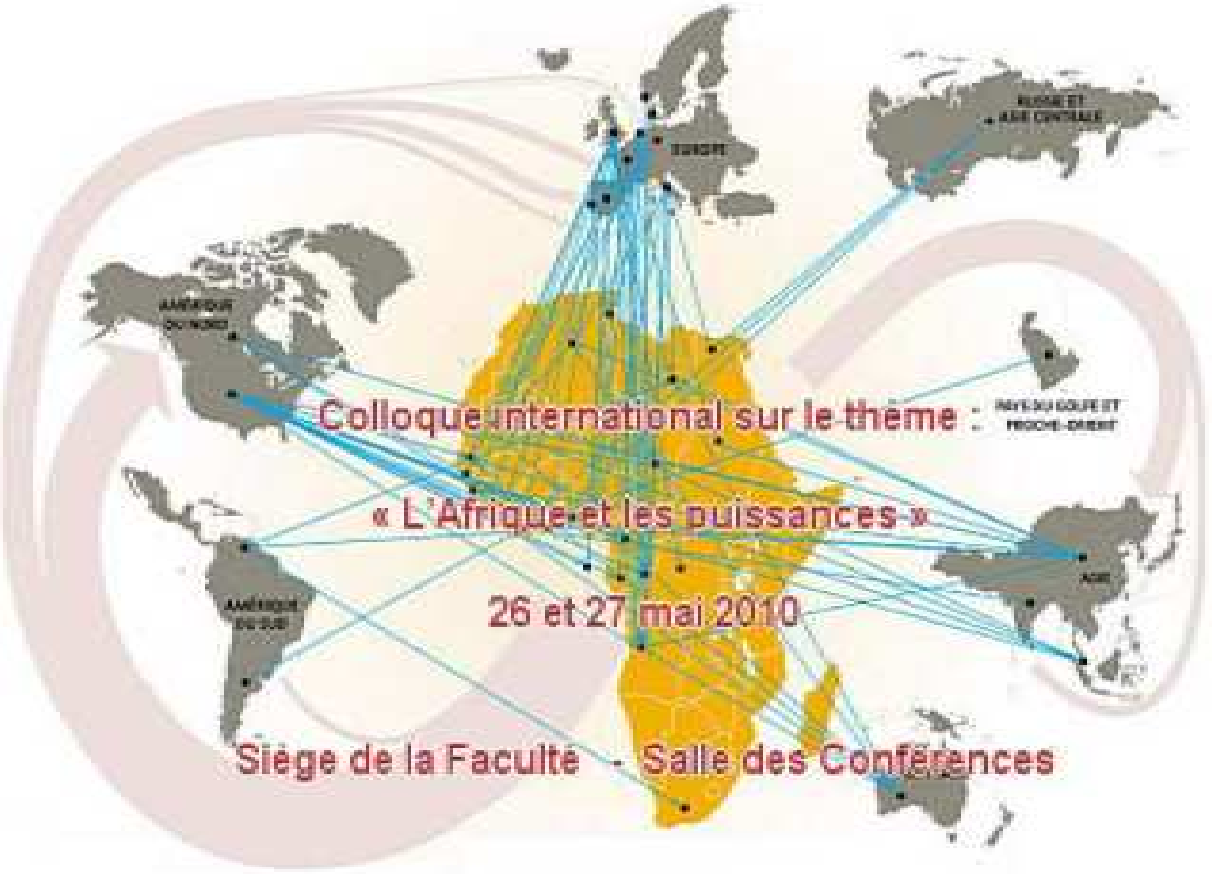
UNIVERSITE CADI AYYAD
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales

CRMC & GEPI

UNIVERSITE MOHAMED V-SOUISSI
Institut des Etudes Africaines

GRADLED

Organisent un :



PROGRAMME

Mercredi 26 mai 2010

8h 30 – 9 h

Réception des intervenants

9 h – 10 h

Mot de M le Président de l'Universités Cadi Ayyad

M. de M. Le Président l'Université Mohamed V-Souissi

Mot de M. le Directeur de l'Institut des Etudes Afriques

Mot du M. le Doyen de la Faculté de Droit de Marrakech

Mots de MM les chefs de département

Mot des organisateurs

10 h – 10 h 15

Pause café

Table I : L'Afrique : développement et coopération

Modérateur : M. Yahia Abou El Farah

10 h 15 - 10 h 30

M. Senhaji Abdelhamid (Faculté des lettres- Oujda), Afrique- Canada

10 h 30 – 10 h 45

Mme Arib Fatima (Faculté de Droit, Marrakech), Crise économique internationale: Quels impacts sur le financement des Objectifs du Millénaire pour le Développement OMD en Afrique ?

10 h 45 – 11 h

M. Benabou Djilali (Université de Mascara- Algérie), L'intervention des ONG européennes en Afrique

11 h – 11 h 15

M. Mwania Kibanza (Université de Lubumbashi et Université Paris-Dauphine), Aide au développement, comportement des agents économiques résidents et éviction de l'épargne

11 h 15 – 12 h 15

Débat

Table II : Commerce et mondialisation

Modérateur : M. Abdelmalek El Ouazzani

15 h – 15 h 15

M. Baghdad Chaib (Université Aboubakr Belkaid- Algérie), Quelle politique d'intégration économique de l'Afrique à l'heure de la mondialisation ?

15 h 15 – 15 h 30

M. Zayani Aberrazak (Faculté de Droit, Marrakech), L'union européenne et le doux commerce

15 h 30 – 15 h 45

M. Oudebji Mohamed (Faculté de Droit, Marrakech), Les Investissements directs étrangers oui

15 h 45 – 16 h

M. Chabih Jilali, (Faculté de Droit, Marrakech), L'Afrique dans le commerce mondial

16 h – 16 h 15 h

M. Diani Morad (Faculté de Droit, Marrakech), (Im)puissances passées et contemporaines de l'Afrique : De la division internationale du travail à la division internationale des connaissances

16 h 15 – 16 h 30

Pause Café

Table III : Les relations interafricaines

Modérateur : M. Echkoundi Mhammed

16 h 30 – 16 h 45

M. Saham Mohamed (Faculté de Droit, Marrakech), Y a-t-il un leadership en Afrique ?

16 h 45 – 17 h

مالكي امحمد, (Faculté de Droit, Marrakech) : نحو رؤية جديدة للعلاقات المغاربية الإفريقية

17 h – 17 h 15

17 h 15 – 17 h 30

العرب وإفريقيا والشراكة الاستراتيجية المطلوبة: إدريس لكريني,(Faculté de Droit, Marrakech)

17 h 30 – 18 h 30

Débat

Jeudi 27 mai 2010

Table IV : Les enjeux de la politique des puissances en Afrique

Modérateur : M. Zayani Abderrazak

9 h – 9h 15

M. Abbagana Souleymane (Université d'Artois- France), L'Uranium et l'instabilité politique au Niger

9 h 15 – 9 h 30

Mme Muvika Diane (Kinshasa / Kasavubu-RDC), L'enjeu politique des puissances en Afrique

9h 30 – 9 h 45

M Zerouali Mohamed, (Université Mohammed I-Oujda), Sécurité et puissances

9 h 45 – 10 h

Pause Café

Table V : Vers une relance des rivalités entre grandes puissances ?

Modérateur : M. Idrissa kimba

10 h – 10 h 15

M. Charvin Rober (Faculté de Droit, Nice), la France empêtrée dans « ses » « Afriques »

10 h 15 – 10 h 30

M. El Cohen Abdelmajid (Faculté de Droit, Marrakech), L'Afrique et l'éteinte des Etats-Unis

10 h 30 – 10 h 45

M. Settati Bouayad, (Faculté de Droit, Marrakech), L'Afrique, la Chine et le cycle productif

10 h 45 – 11 h

M. Echkoundi Mhammed, Mme Khadija Boutkhili, M. Machrafi Mustapha, (Institut des études Africaines- Maroc), La « bonne gouvernance » : discours de puissances ou instrument du développement

11 h – 11 h 15

M Tsala Tsala Christian (Université de Douala- Cameroun), Les rivalités entre la France, les Etats-Unis d'Amérique et la Chine dans le golfe de guinée

11 h 15 – 11 h 30

M. Moussaoui Adil (Université Mohammed V Souissi- FSJES), **La nouvelle stratégie chinoise en Afrique: Dominance ou partenariat ?**

11 h 30 – 11 h 45

مصطفى رزرزي: دور الضين في بناء السلم الإقليمي بإفريقيا: حالة السودان

11 h 45 – 12 h

Jacques Kiambu (R2II, Dunkerque) "Le contrat minier sino-congolais : une lecture critique par l'analyse économique".

12 h – 13 h

Débat

Table VI : Impacts sur la paix et la démocratie en Afrique

Modérateur : M. Charvin Rober

15 h – 15 h 15

Mme Awatif LAGHRISSI et M. Youssef El Bouhairi (Faculté de Droit, Marrakech), Droit et construction nationale

15 h 15 – 15 h 30

M. Alami Idrissi Rachid (Faculté de Droit, Marrakech), Pensées et résistances

15 h 30 – 15 h 45

M. Abouchi (Faculté de Droit, Marrakech), la démocratisation

15 h 45 – 16 h

Mme Mwamba Leslie (Université de Kinshasa - RDC), L'impact de la paix et de la démocratie en Afrique

16 h – 16h 15

Pause café

Table VII : De l'Afrique réelle

Modérateur : M. Tsala Tsala Christian

16 h 15- 16 h 30

M. Saadou Adil (Université de 08 Mai-Algérie), L'intégration intra-africaine : une stratégie de développement et une mesure de puissance

16 h 30 – 16 h 45

Mme Otando Gwenaëlle (Université du Littoral côte d'Opale- France), L'impact du colonialisme sur les institutions

16 h 45 – 17 h

M. Igue Frank (Université Paris- Est Créteil Val de Marne- France), De l'« Afrique imaginaire » à l'« Afrique réelle » : l'héritage colonial du discours sur l'Afrique l'empêche-t-elle d'avoir une image d'elle ?

17 h – 17 h 15

M. Idrissa Kimba (Faculté des lettres- Niger), Les coups d'Etat en période de démocratisation

17 h 15 – 18 h 15

Débat

Argumentaire

Afrique et Puissances

Les transformations rapides de la géopolitique mondiale redéfinissent la place de l'Afrique dans le monde. En effet, tout semble indiquer que la mondialisation et son corollaire l'intégration dans le commerce mondial, au lieu de profiter à l'Afrique la fragilisent davantage en maintenant sa dépendance via une division internationale du travail héritée de la période coloniale µµ. Cette interconnexion est largement respectable dans l'impact de la crise financière mondiale sur les sociétés africaines. Ce qui est la nature à faire voler en éclat les acquis démocratiques et économiques de l'Afrique. Et, ce n'est pas par hasard que nombre d'analystes plaident pour la mise en place d'une nouvelle gouvernance africaine. Force est de constater que l'Afrique, dont la part dans le commerce mondiale ne cesse de décliner, continue à attirer non pas grâce à ses performances économiques et l'amélioration du climat des affaires, mais de par les ressources qu'elle contient, qui restent à l'état latent en raison en raison de l'absence d'un r&régime d'accumulation interne. Cette latence des ressources fait de l'Afrique un objet de convoitise entre puissance économiques. Paradoxalement, le continent regorge de ressources naturelles et minières, dont la quantité va diminuant au fil des ans, à cause d'une exploitation inconsidérée. Aujourd'hui l'Afrique est plus que jamais l'objet d'enjeux stratégiques et politiques importants : Chine/USA/Europe/Japon). Toutefois, la question d'un ordre mondial plus juste pour l'Afrique est plus que jamais d'actualité. De ce point de vue, le sommet Amérique du sud-Afrique (ASA) ainsi que le passage du G8 au G20 par l'intégration des pays émergents (Chine, Brésil, Afrique du Sud …etc.) témoignent du besoin de refonder de nouvelles formes de gouvernance mondiale.

Par ailleurs Les multinationales en tant qu'auteurs de la mondialisation ne cessent de lorgner l'Afrique en raison de son potentiel de ressources. Ainsi, l'approvisionnement en ressources aiguise la concurrence que se livrent les puissances «économiques via leurs multinationales. Dans ces conditions, la diversité des concurrents et dans sa suite, la diversité des gouvernances diplomatiques, nous mettent au centre de nouveaux enjeux où des substituts en matière des politiques économiques à suivre peuvent exister. Ce constat trouve sa pleine illustration dans le contraste entre les politiques étrangères des puissances en Afrique.

D'un côté, certaines puissances acquises au libéralisme fondent leur présence en Afrique sur le critère de la bonne gouvernance et la promotion de l'économie du marché. D'un autre côté, d'autres adoptent une position où la conditionnalité de leurs rapports avec les Etats africains est reléguée au second plan. Mais dans les deux cas de figue, la mainmise sur les ressources africaines demeure une finalité essentielle pour ces puissances.

En somme ce colloque vise à réponde aux questions suivantes :

- Les enjeux des puissances en Afrique ?
- L'Afrique a-t-elle une image d'elle ?
- Comment rendre le partenariat avec les puissances gagnant-gagnant ?
- Comment l'Afrique pense s'organiser pour conserver ses ressources et en faire un moyen

Pour amorcer son décollage économique et vaincre la pauvreté endémique qui menace ses peuples ?

Le colloque regroupe des contributions autour des axes suivants :

1) L'aide au développement (coopération Nord-sud)
2) Les enjeux de la politique des puissances en Afrique
3) La coopération sud-sud (l'exemple de l'ASA)
4) L'Afrique dans le commerce mondial
5) Vers une relance des rivalités entre grandes puissances ?
6) Impacts sur la paix et la démocratie en Afrique

Dates importantes :

Les projets de communication (deux pages maximum) devront être adressés par courriel à l'adresse suivante au plus tard le 30 Décembre 2009 et les textes définitifs avant le 30 Mars 2009.

Soumission :

-soumission des résumés : le 30 décembre 2009

Envoi définitif des textes : 31 Mars 2010

Date de déroulement du colloque : 26-27 Mai 2010

Contacts :

- Les résumés et es communications doivent être envoyés à

Contribution d'organisation :

Yahia ABOU EL FARAH

Abdelmajid EL COHEN

Abderrazake ZAYANI

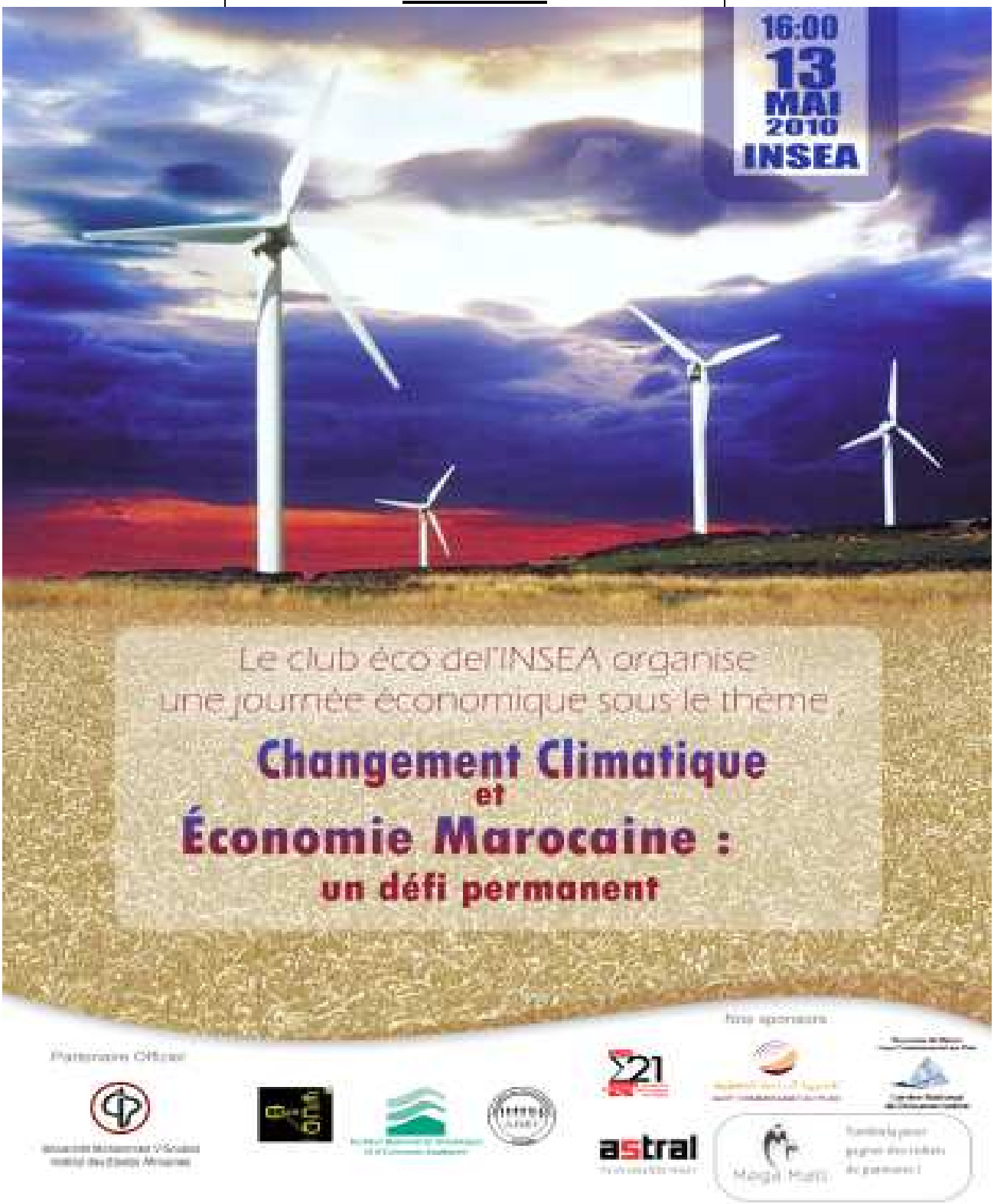
Mustapha MACHRAFI

M'hammed ECHKOUNDI

Rachid ALAMI IDRISSI

Changement climatique et économie Marocaine

13 mai 2010



Conférence Citoyenneté et Enjeux Culturels

-Perspectives comparatives

4 mars 2010

Programme

Conférence Citoyenneté et Enjeux culturels
4 Novembre 2010

09.00	**Accueil**	
09.30	**Ouverture de la conférence** **Explication du programme**	*Yahia Abou el Farah* *Jan-Willem Duyvendak* *Peter Geschiere*
10.00 - 11.30	**Première session: Keynotes**	*Chair Yahia Abou el Farah*
	- From Multiculturalism to Integration; Different trajectories in European debates over Citizenship	*Evelien Tonkens*
	- Nation, Migration and Citizenship; Moroccan discussions	*Mohamed Tozy*
	- Transmigration and Belonging in the Dutch Antilles	*Francio Guadeloupe*
11.30 – 12.15	**Discussion:**	*Peter Geschiere*
12.15 – 13.30	**Pause**	
13.30 – 14.45	**Deuxième session:**	*Chair Fatima Harrak*
	Citizenship between Europe and the Country of Provenance	
	- Débats sur la double nationalité	*Fadma Ait Mous*
	- Culturalization of Citizenship; The Dutch National Debate	*Rogier van Reekum*
	-Religion and Citizenship in Turkey	*Murat Akan*

14.45 – 16.00	**Troisième session:**	*Chair Khadija El Madmad*
	Integration and Different Modalities of Belonging	
	- Perceptions of Belonging: Artistic Productions of Migrants in the Netherlands	*Bregje Termeer*
	- Strangers in their own country; Democracy, Autochthony and the Political Invention of Alien Citizens in Cameroon	*Basile Ndjio*
	- Sexual Politics, Orientalism and Multicultural Citizenship in the Netherlands	*Paul Mepschen*
16.00 – 16.30	**Pause café**	
16.30 – 17.15	**Table Ronde**	*Chair Chris Huinder Participants : Driss Ksikes, Halim El Madkouri, Khadija Rouissi, Khadija El Madmad*
17.15 – 17.45	**Conclusions**	*Jan-Willem Duyvendak*

Université Mohammed V-Souissi
Institut des Etudes Africaines

NIMAR
Nederlands Instituut Marokko

UNIVERSITY OF AMSTERDAM

4ème Conférence Internationale de la

Coopération Afro-Asiatique

28-29 2010

PROGRAMME

Vendredi 28 Mai 2010

Matin

Séance d'ouverture: 9h30 -10h30

- Allocution du Pr. Taïeb Chkili, Président de l'Université Mohammed V-Souissi, Maroc
- Allocution de SE Latifa Akharbach, Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Maroc
- Allocution de SE Mme Xu Jinghu, Ambassadeur de la Chine au Maroc
- Allocution de SE ToshinoriYanagiya, Ambassadeur du Japon au Maroc
- Allocution du Pr. Mhammed Grine, Président Délégué de l'Institut CDG, Maroc
- Allocution du Pr. Yahia Abou El Farah, Directeur de l'Institut des Etudes Africaines, Maroc
- Allocution du Comité d'Organisation

Pause-café: 10h30 - 10h45

Plénièrespéciale: 10h45 - 12h30

Modérateur : Pr. Mohamed Boudoudou

- **Chu Shulong, Pr. et vice-directeur de l'Institut des Etudes sur la Stratégie Internationale et le Développement, Université de Tsinghua, Chine**

  « La Politique étrangère de la Chine dans le contexte international »

- **S.E Mr. TakashiOnda, ancien Ambassadeur du Japon en Arabie Saoudite et Conseiller de NikkenSekkei**

  « Le développement et l'environnement : que peut apporter le secteur privé ? »

Après-midi

Session II

Première Séance : 15h00 – 16h30

Modérateur : Pr. TallTidiani

- **Shouji Matsumoto, Pr. Université de Sapporo Gakuin, Président du Centre Japonais des Etudes Marocaines (Japon).**

  « Studies on Africa in post-cold war Japan---With Special Reference to Democracy and Human Rights---»

- **John Edward Philips, Pr. Université de Hirosaki, USA/ Japon**

  « African Studies in Japan in comparison with African Studies in China »

- **Mohammed Aafif, Pr. Université Mohammed V- Agdal, Maroc**

  « L'image du Japon chez les intellectuels Arabes»

- **Kimura Kayoko, Journaliste et Ecrivaine, Japon**

  « Fascination ou indifférence? Les «incongrues» de l'image du Maroc dans les Médias Japonais»

Pause-café : 16h30 -16h45

Deuxième Séance : 16h45 - 18h30

Modérateur : Pr. Mustapha Machrafi

- **AbdallahiMohamadi, Chairman de l'Agence Sahara Media, Mauritanie**

  « Image de l'Asie dans la région du Maghreb »

- **Nicolas Maaninou, Ingénieur et Chef de projets à NikkenSekkei, Japon/ Maroc**

  « Le rôle de l'architecture écologique sur la réalisation des OMD: Remarques sur l'expérience de NikkenSekkei au Moyen Orient et en Afrique »

- **Nabila Si Ali, Chercheur-visiteur, Institut CDG, Maroc**

  « OVOP (one village, one product program) as a tool for development in rural Area»

Débat

Samedi 29 Mai 2010

Matin

Plénière Spéciale : 9h30 – 11h00

Modérateur : Pr. AzzedineGhoufrane

- **He Wenping, Directrice de l'Institut des Etudes Africaines, Académie Chinoise des Sciences Sociales, Chine**

  « China-Africa relations : Past, present and futur »

- **TallTidiani, Consultant en stratégie et Président d'Afrique 2030, Mali**

  « Qu'est ce que l'Afrique du 2010-2030 pourrait apprendre de la Chine

  entre 1990-2010 ? »

Mohammed Benhamou, Président de la Fédération Africaine des Etudes Stratégiques, Maroc*« L'impact réel et potentiel de la présence chinoise en Afrique sur les termes d'une coopération équilibrée »*

Pause-café : 11h00 – 11h15

Troisième Séance 11h15 – 12h30

Modérateur : Pr. Rachid El Houdaigui

- **AliouneGueye, PDG d'Afrique Challenge, Sénégal**

  « Les enjeux socio-économiques de l'Afrique dans le contexte des relations Afrique/Asie »

- **John W. Forje, Pr. Université de Yaoundé II, Cameroun**

  « La sécurité africaine et la coopération afro-asiatique »

- **AdelMoussaoui, Pr. Université Mohammed V – Souissi, Salé - Maroc**

  « Les enjeux stratégiques et économiques de la présence chinoise en Afrique »

Après-midi

Quatrième Séance : 15h00 – 16h00

Modérateur : Pr. John W. Forje

- **AssahGustave, Sociologue et Chairman du TIKAD Civil Society Network, Benin**

  « L'impact du rôle stratégique et économique croissant de la Chine en Afrique»

- **HayashiReiko, Conseiller technique de la coopération japonaise/JICA**

Ministère de la Santé et de la Prévention, Sénégal/ Japon

« 5S/TQM : l'Approche Japonaise du contrôle de la qualité éprouvée en Afrique »

- **ElmostafaRezrazi, Président de l'Association Marocaine des Etudes Asiatiques, Maroc**

  « Les projections géostratégiques sur la présence asiatique en Afrique du Nord »

Pause-café : 16h00 - 16h15

Table Ronde : 16h15 -17h30

Modérateur : SE Mehdi Mimoun

« Coopération Afro-asiatique: Bilan et Perspectives »

Séance de Clôture : 17h30 - 18h00

ARGUMENTAIRE

Organisée par l'Institut des Etudes Africaines de l'Université Mohammed V- souissi, l'Association Marocaine des Etudes Asiatiques, le Forum Afro-asiatique pour le Développement et Sécurité Humaine.

En partenariat avec Africaine-Bulletin, La fondation de Japon et l'Institut CDG,

La 4ème CONFERENCE INTERNATIONALE DE LA COOPERATION AFRO-ASIATIQUE

Porte sur

« Les enjeux de la présence asiatiques en Afrique »

Cette rencontre – qui réunit bon nombre d'universitaires, de responsables gouvernementaux agissant dans différents domaines ainsi que des acteurs de la société civile, africaine et asiatiques – se veut une plate-forme de discussion et d'échange autour de questions relatives à la coopération afro-asiatique en général et à la présence asiatique en Afrique, sous toutes ses formes : économiques, politiques et culturelles, en particulier.

Pour les organisateurs, cette initiative est une occasion de réfléchir à la mise en place d'une véritable assise pour une coopération plus étroite entre les diverses composantes des sociétés africaines et asiatiques.

Pour ce faire, plusieurs axes sont dégagés, à savoir :

- Etat des lieux des études asiatiques en Afrique et au Moyen Orient :
- Bilan et perspectives de la coopération Afro-asiatique ;
- Impacts réel et potentiel, de la présence chinoise en Afrique en terme de coopération équilibrée.

Journée d'Etude

« Cultures et développement en Afrique »

8 juin 2010

PROGRAMME

- **9h00 :** Accueil des participants

Séance d'ouverture : 9h30

- Allocution du Pr. Yahia Abou El Farah, Directeur de l'Institut des Etudes Africaines
- Mot du Pr. Sanae Ghouati, Présidente de la CCLMC

Première séance : 10h00-12h30

***Modératrice** : Sanae Ghouati*

Université Ibn Tofaïl, Kénitra

Présentation

Yahia Abou El Farah

Responsable Groupe de Recherche GRADLED, IEA - Rabat

Conférence

Henri Lopès

Ambassadeur du Congo à Paris et écrivain

« Le rôle de la culture et de la littérature

dans le développement en Afrique »

Débat

Deuxième séance : 15h00-18h30

Regards marocains sur l'Afrique littéraire

***Modérateur** : Abdellah Baïda*

Ecole Normale Supérieure - Rabat

15h00 : Hanane Essaydi, Université Cadi Ayyad, Marrakech

« Rires « nègres », Rires africains : pour une poétique

de l'ironie dans le roman africain subsaharien francophone »

15h20 : Mohammed Hirchi, Colorado State University (USA)

« Y.V. Mudimbe et la reproduction du savoir africain »

Communication lue par M. Abdallah Mdarhri Alaoui, Université Mohammed V, Rabat

15h40 : Samira Douider, Université Hassan II-Mohammedia, Casablanca

« Ahmadou Kourouma : créateur d'un nouveau

roman subsaharien ? »

16h00 : Issam Moataz, Université Hassan Ier, Settat

« La Carte d'identité » de Jean-Marie Adé Adiaffi :

carte d'un continent et identité d'une littérature »

16h20 : Rachid Benlabbah, Université Ibn Tofaïl, Kénitra

« La femme dans la poésie, le conte

et l'épopée africaine »

16h40 : Abdellah Hammouti, Université Mohammed Premier, Oujda

« L'Afrique revisitée par les siens et la nécessité

de la peindre de près et de loin »

17h00 : **Pause-café**

17h15 : **Débat**

Séance de clôture : 18h30

ARGUMENTAIRE

Dans le cadre du partenariat de l'Institut des Etudes Africaines (IEA) et de la Coordination des Chercheurs sur les Littératures Maghrébines et Comparées (CCLMC), et en prolongement au colloque international Littératures et Cultures en Afrique : spécificités et partages, organisé en février 2009 par la CCLMC, l'IEA la Faculté deux Lettres et des Sciences Humaines, Ben M'sik, Casablanca, une journée d'études sera organisée le mercredi 2 juin 2010 à l'IEA, Rabat.

Intitulée « Regards sur l'Afrique littéraire », cette journée aura pour objectif majeur de permettre aux universitaires marocains (chercheurs et étudiants) de s'ouvrir sur le monde littéraire subsaharien. Elle constituera ainsi un premier pas dans l'échange entre les aires maghrébines et subsahariennes littéraire et culturelles afin de mieux se connaître.

Cette manifestera sera donc organisée autour de trois axes :

- Une conférence inaugurale d'Henri Lopes, grand écrivain congolais et Ambassadeur de son pays en France qui analysera « Le Rôle de la culture et de la littérature dans le développement en Afrique ».
- Le deuxième volet fera place à des chercheurs « spécialistes » du domaine littéraire subsaharien qui, au travers de communication de 20 mn, développement un aspect ou une spécificité des littératures subsahariennes.
- Le troisième axe permettra à des chercheurs « profanes » au domaine concerné, de faire part de leurs lectures de textes subsahariens qui les ont intéressés et qu'ils voudront partager avec le public.
- Un débat général clôtura les travaux de cette rencontre.

Dynamique des réformes

15- 16 avril 2010

PROGRAMME

Jeudi 15 Avril 2010

► 8h 30 mn

■ Accueil et inscription des participants

■ Allocution de Monsieur le Président de l'UMP - Oujda

■ Allocution de Monsieur le représentant du S.G. de l'UMA

■ Allocution de Monsieur le Directeur de l'IEA - Rabat

■ Allocution de Monsieur le Doyen de la FSJES-UMP -Oujda

■ Allocution du Docteur Yûrgen Theres - Fondation Hanns Seidel

■ Mot de bienvenue au nom du Comité d'organisation

Pause-café

Séance n°1: Réformes politiques : pionniers et conformité aux buts et principes de l'UMA

■ Président: Pr Yahia ABOU EL FARAH - Directeur IEA- Rabat

■ Rapporteur: Pr Khalid CHIAT – FSJE S - Oujda

♦10h: Pr Zaki MOUBARAK - Historien - chercheur - Rabat

«Pionniers de la réforme et du renouveau au Maghreb»

♦10h15: Pr. Ammar JAFFAL -Université d'Alger - Algérie

«Les réformes politiques dans la région du Maghreb»

♦10h30: Pr Abdellatif EL HANNACHI, Université Mannouba-Tunisie

«Les réformes politiques et constitutionnelles dans les pays du

Maghreb et leur rôle dans le renforcement de l'UMA»

♦10h45: Pr Amina SAFA, Université Mostaganem - Algérie

«L'efficacité des réformes politiques dans les pays du Maghreb et leur impact sur l'UMA»

♦11h: Pr Tarik TLATI, FSJES Mohammedia

«Approches des réformes politiques au Maghreb»

♦11h15: Pr Benaoun BEN ATTOU, Université Sidi Belabbes- Algérie

«Réformes politiques dans les pays de l'UMA et perspectives d'intégration régionale»

♦11h30: Pr Mohamed ZEROUALI, FSJES - Oujda

«Politiques sécuritaires maghrébines : modernisation ou course à l'armement ?»

Débat

Séance n°2: Expériences de transition démocratique dans l'espace maghrébin

■ Président :Pr Abdellatif EL HANNACHI - Université Mannouba

■ Rapporteur : Pr Mustapha MACHRAFI - IEA -Rabat

♦14h30: Pr. Pr Fatima Zohra FILALI - université d'Alger

«Vingt ans de réformes en Algérie: interrogations sur une transition démocratique»

♦14h45: Pr. Abdejabbar AARRACH - FSJES - Settat

«Quelle réforme pour l'Etat et la société au Maroc?»

♦15h: Pr. Mohamed MEKAHLI, Université Sidi Belabbes - Algérie

«Les réformes en Algérie et leur impact sur la résolution des différends maghrébins»

♦15h15: Pr. Pr Abdoulay DORO SOW, Université de Nouakchott

«La place des réformes dans les enjeux de construction d'une Nation et des stratégies de conquête du pouvoir politique en Mauritanie»

♦15h30: Prs Omar FARHATI - Université Biskra- Algérie

«Les réformes politiques dans les pays maghrébins entre les textes constitutionnels et la pratique : Cas de l'Algérie»

♦15h45 : Pr Salah ZIANI - Université BATNA- Algérie

«Réformes constitutionnelles et leur impact sur la pratique politique en Algérie»

♦16h : Pr. Youssef EL YAHYAOUI - FP Errachidia

«Réforme politique et institutionnelle: vers le parachèvement de l'Etat de droit»

Séance n°3: Développement politique et performance de la société civile

■ Président : Pr Ali SEDJARI - FSJES - Rabat-Agdal

■ Rapporteur : Pr Khadija BOUTKHILI - IEA - Rabat

♦16h15: Pr. Pr Omrane Mohamed ELQUIB- Université 7 avril- Libye

«Le rôle des acteurs de la société civile dans la redynamisation de l'intégration maghrébine»

♦16h30: Pr Mohamed CHELBI, Université d'Alger- Algérie

«L'Etat «corporatiste» et son impact sur le processus des réformes dans l'espace maghrébin»

♦16h45: Pr Abbas BOUGHALEM – Pr associé FSJES- Oujda

«Systèmes politiques et défis d'ouverture politique au Maghreb»

♦17h: Pr Yamina FATMI- FSJES Oujda

«Protection du consommateur au Maghreb»

♦17h15: Pr Saliha BOUAAGAGA, Fac. Multidisciplinaire Taza

«Intégration de l'approche genre dans les pays de l'UMA»

♦17h30: Pr Fadoua MRABET, Pr. associée FSJES- Oujda

«Rôle des partis politiques dans le développement politique au Maghreb»

Séance n°4: Justice et arbitrage

■ Président : Pr Abderrahmane OUSSAMA - FSJES - Oujda

■ Rapporteur : Pr Yahya HALOUI - FSJES - Oujda

♦17h45: Pr Abdellah IDRISSI, FSJES Oujda

«Réforme de la justice administrative dans les pays du Maghreb»

♦18h: Pr Anas MACHICHI – FP Errachidia

«Justice de transition : cas de l'instance équité et réconciliation au Maroc»

♦18h15: Pr Mostafa TRARI TANI, Université d'Oran

«Evolution des législations maghrébines sur l'arbitrage»

♦18h30: Pr Modaffar Jaber RAOUI, Université Amman, Jordanie

«Aspects novateurs dans la loi marocaine sur l'arbitrage»

♦18h45: Pr Mohame LAARAJ & Mohamed JEBBOUR, Prs associés FSJES Oujda

«Processus d'évolution du droit et du contentieux électoraux au Maroc»

Débat général

Vendredi 16 avril 2010

Séance n°5: Réformes socio-économiques

■Président : Pr Mohamed CHIGUEUR - FSJES Oujda

■Rapporteur : Pr Youssef EL YAHYAOUI : FP Errachidia

♦8h30: Pr Soltana DAOUD – Université d'Oran -Algérie

«Le secteur privé en Algérie à l'épreuve des réformes économiques»

♦8h45: Prs Youssef SOUAR & Zeggay DIAB, Université Saida- Algérie

«Réformes économiques à travers les PME/PMI en Algérie à la lumière des expériences marocaine et tunisienne

♦9h: Pr Fathi CHAMKHI – Université Mannouba

«L'impact des réformes structurelles sur l'emploi en Tunisie»

♦9h15: Pr Ali BOUDLAL, Université de Tlemcen

«Secteur informel et emploi au Maghreb: Cas de l'Algérie»

S n°6: Processus d'amélioration du climat des affaires

■Président : Pr Ammar JAFFAL : Univ. d'Alger

■ Rapporteur : Pr Mustapha HATITI : FSJES Oujda

♦9h30: Pr Mohamed BELKACEM, Univ Mostaghanem

«Climat des affaires comme déterminant de la qualité des réformes dans les pays de l'UMA : études comparative»

♦9h45: Prs Faouzi NAIMI & Abdelkrim GHARRAS –Université -S. Belabbes-Algérie

«Amélioration du climat des affaires selon la Banque mondiale et le programme FIAS»

♦10h: Pr Boutayeb ESSAHAB- Univ Aix Marseille - France

«La réforme budgétaire au Maghreb face aux défis d'une nouvelle gouvernance financière performante»

♦10h15: Pr Zineb TAGHIA, FSJES - Oujda

«Les groupements d'intérêt économique dans les pays du Maghreb et l'impératif de réforme»

Séance n°7: Commerce, investissement et facteur de voisinage

■ Président : Pr Yahya YAHYAOUI - FSJES Oujda

■ Rapporteur : Pr Samira RIFKI - FSJES Oujda

♦10h30: Pr Malek ELWERIEMMI - Univs Tunis/ Gafsa

«Spillovers technologiques et croissance économique: une analyse économétrique sur des données de panel de l'impact du commerce international et de l'IDE»

♦10h45: Prs Aziz HMIOUI & Hamid SLIMANI, ENCG Fès et Kenitra

« Dynamique des réformes et attraction de l'investissement direct étranger au Maroc»

♦11h: Pr Samira Brahmia RAJEB –Univ. Sfax- Tunisie

«La concordance entre échange international et intégration régionale dans la promotion des IDE au Maghreb»

♦11h15: Aomar BAGHZOUZ - Univ Tizi Ouzzou - Algérie

«L'mpact de l'action européenne sur les réformes au Maghreb»

♦11h30: Qossay A. MANSOUR, Univ Salahddine- Bagdad -Irak

«Réformes au Maghreb et voisinage européen»

Débat général

Séance n° 8: Réformes de l'enseignement, de l'université et du secteur audio-visuel

■ Président : Pr Abdellah IDRISSI - FSJES - Oujda

■ Rapporteur : Pr Ahmed ALLALI - FSJES - Oujda

♦15: Pr Salim ELBIED, Univ Mannouba - Tunisie

«Les expériences de réforme de l'université au Maghreb: cas de l'université tunisienne»

♦15h15: Pr Mohamed Mohamadine MEYINE –Université Nouakchott

«Paris de réforme en Mauritanie : Cas des politiques de l'enseignement»

♦15h30: Pr. Mohamed Ould BEGGA - Université Nouakchott

«Les réformes de l'éducation en Mauritanie et leur interaction avec l'évolution du pays »

♦15h45: Pr Ahmed BOUDRAA – Faculté Multidisciplinaire Nador

«Réforme du secteur audio-visuel au Maroc»

♦16h: Prs Rabah AYNAOU-Med JEBBOUR, Prs associés FD Oujda

«Les NTIC et les perspectives d'intégration maghrébine»

Débat

RAPPORT DE SYNTHÈSE et RECOMMANDATIONS:

Prs Abdellah Idrissi- Mohamed Mekahli- Mostafa Trari Tani – Achour Laachach- Mohamadine Meyine- Mohamed Chigueur- Mohamed Chelbi – Mohamed Laamarti – Salim Elbied - Malek Elweriemmi

Document commémorant le premier anniversaire de la DÉCLARATION d'OUJDA

Prs Mohamed Zerouali- Zaki Moubarak– Abdellatif El-Hannachi– Omarane Elquib- Ali Sedjari- Soltana Daoud- Ammar Jaffal- Abdoulay Sow- Salah Ziani- Yahya Yahyaoui- Fathi Chamkhi- Mhamed Belkacem- Omar

Annonce du thème et de l'établissement d'accueil du 3ème Forum scientifique annuel maghrébin

(avril 2011):

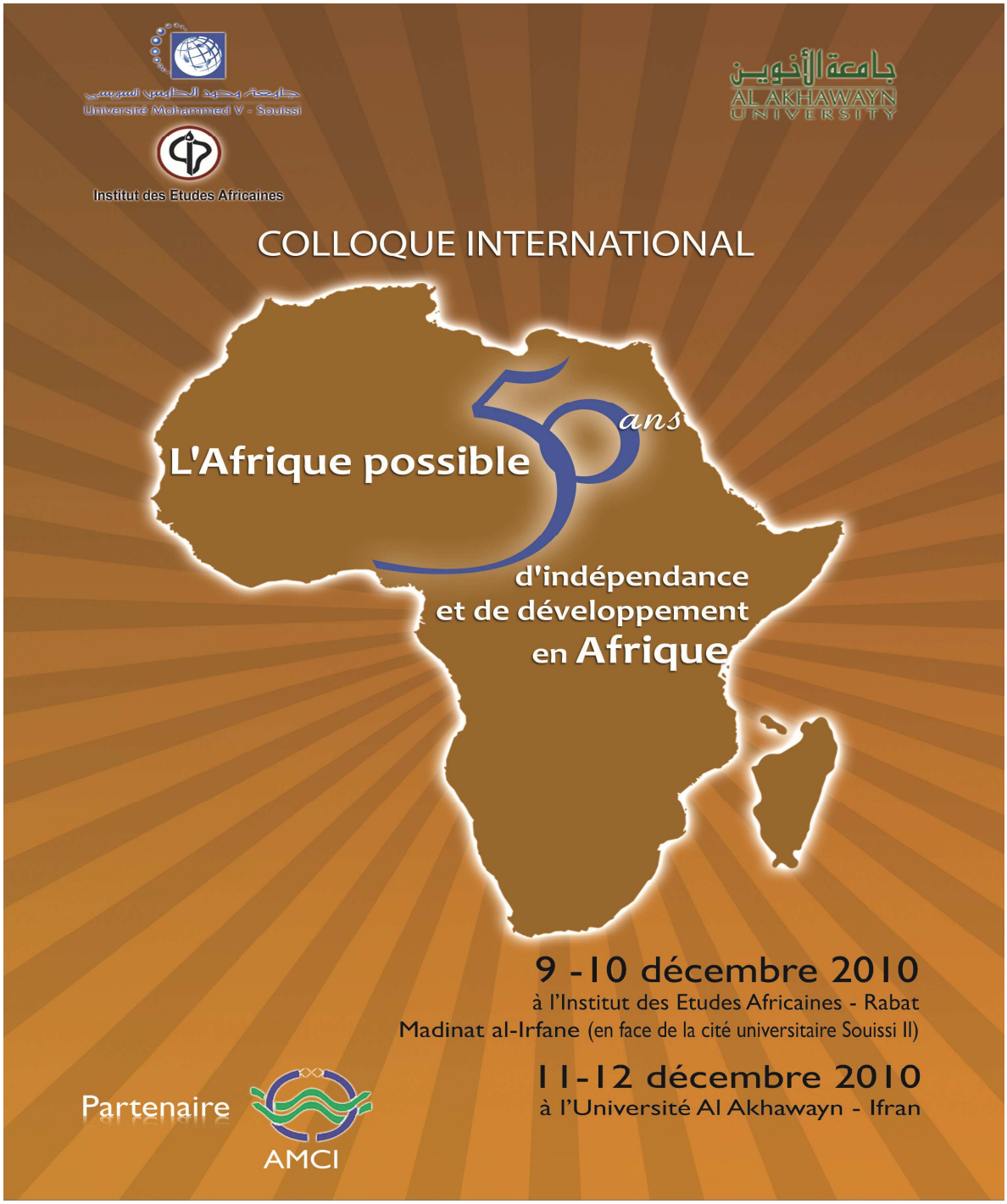
Colloque International

« L'Afrique possible : Cinquante ans d'Indépendance et

de développement en Afrique »

Rabat, 9-10 décembre 2010

Ifrane, 11-12 décembre 2010



P R O G R A M M E

Jeudi 9 décembre 2010: (Rabat)

09:00 – 10:30Session d'ouverture:

- Président, Université Mohammed V – Souissi
- Président, Université Al Akhawayn - Ifrane
- Dr. Yahia Abou El Farah, Institut des Etudes Africaines
- Dr. Mohammed Dahbi, Université Al Akhawayn
- Discours d'ouverture, H.E. Cheikh Tidiane GADIO(Ancien Ministre d'Etat et Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal, Président du Cabinet Conseils « SARATA » International)
- Réception

SEANCE I (A)
LE BILAN DE DEVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR
Modérateur: M. Ben Romdhane, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis

10:40 – 11:00 Taking Stock of Africa's Development Experience since Independence and Looking Forward to its Future Prospects,
A. Rhazaoui, Université Al Akhawayn, Maroc

11:00 – 11:20 Après cinquante ans d'indépendance, quel modèle de développement?, G. Tchouassi R. TsafackNanfosso, Université de Yaoundé II, Cameroun

11:20 – 11:40 L'Afrique dans la trajectoire de l'économie de développement,
M. Echkoundi, Institut des Etudes Africaines, Maroc

11:40 – 12:00 Intelligence économique pour le futur de l'Afrique,
P. Borges, Universidade Técnica de Lisboa, Portugal

12:00 – 12:40 Débats

SEANCE I (B)
LE BILAN DE DEVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR
Modérateur: Y. Abou El Farah , Institut des Etudes Africaines

14:00 – 14:20 Bilan de 50 ans de lutte contre la pauvreté au Niger (1960-2010),
K. Idrissa, Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger

14:20 – 14:40 Pluralisme politique et développement en Afrique : Le cas du Cameroun de 1960 à 2010,
D. Mokam, Université de Ngaoundéré, Cameroun

14:40 – 15:00 Développement et gouvernance au Maghreb : Réalités et perspectives,
M. Benhlal, Faculté polydisciplinaire de Taza, Maroc

15:00 – 15:20 L'expérience ivoirienne en matière de lutte contre le paludisme,
A. Adjagbe, Université Paris1- Centred'Etudes des Mondes Africains (CeMaf) / IRD, France

15:20 – 15:40 Pause Café

15:40 – 16:00 Africa in the Shadow of the World: Grappling with Globalization,
N. Attah, UniversitéOsun State, Ikire Campus, Nigeria

16:00 – 16:20 Counterfeit Modernities: Intellectual Property Rights in Africa,
C. Araujo, University of the State ofSão Paulo, Brazil

16:20 – 16:40 Sociological Imperatives in the Crisis of Contemporary Africa,

Z. Williams, University of Central Lancashire, United Kingdom

16:40 – 17:50 Débats

Vendredi 10 décembre 2010 : (Rabat)

SEANCE II
L'ESPOIR DE L'INTEGRATION EN AFRIQUE
***Modérateur:* H.E. Cheikh Tidiane GADIO**

09:00 – 09:20 Morocco and the African Union,
T. McNamee, FoundationBrenthurst, Afrique du Sud

09:20 – 09:40 Pan-Africanism and the Promise of Regional Integration in Africa,
A. Akinola& A. Tolulope, Université ObafemiAwolowo, Nigeria

09:40 – 10:00 L'Afrique indépendante: les premiers pas vers l'unité du continent,
M. Monjib, Institut des Etudes Africaines, Maroc

10:00 – 10:20 Africa's Development Challenges: Between the Lagos Plan of Action and the New Partnership for African Development,
O. Okpeh, Université Benue State, Nigeria

10:20 – 10:40 Pause Café

10:40 – 11:00 Globalisation et régionalisation du commerce mondial: Quelle nouvelle reconnexion des pays de l'Afrique?,
N. AbdelaliBensaghir, Université Hassan II - Mohammedia, Maroc

11:00 – 11:20 Comment conclure les accords de partenariat économique (APE) profitables pour l'Afrique de l'Ouest,
M. Nafiou, Université Abdou Moumouni, Niger

11:20 – 11:40 Le vent d'Addis ou cinquante ans de dynamique unitaire africaine,
S. Souindoula, UNESCO, Angola

11:40 – 12:50 Discussion

14:30 Départ: Voyage à Ifrane

17:00 Arrivée à Ifrane (Check-in à l'hôtel Perce-Neige)

18:00 – 19:00 Tour de campus AUI

19:00 Discours de bienvenue: Président Driss Ouaouicha
Diner(Restaurant AUI)

Samedi 11 décembre 2010: (Ifrane)

SESSION III
LES MOUVEMENTS DE LIBERATION ET LEUR IMPACT SUR L'AFRIQUE
Modérateur: E. Ross, Al AkhawaynUniversity

10:00 – 10:20 *The Plateau and the Steppe* or the New Language of the Liberation Movements in Portuguese Language African Countries,
Y. Vasile, School of Economics of the University of Coimbra, Portugal

10:20 – 10:40 "The Bank of Blood": Algeria and the African Cold War, 1960-1964,
J. Byrn, University of British Columbia, Canada

10:40 – 11:00 Pause Café

11:00 – 11:20 Le Comité National d'Organisation (CNO) et l'Armée Nationale de Libération du Kamerun (ALNK) dans le mouvement nationaliste au Cameroun sous administration française (1956-1970),
C. TsalaTsala, Université de Douala, Cameroun

11:20 – 11:40 Les mouvements de libération maghrébine et les indépendances inachevées,
Z. Moubarak, Institut Universitaire de la Recherche Scientifique, Maroc
11:40 – 12:20 Débats
12:20 – 14:00 Déjeuner (Restaurant AUI)

SESSION IV
LES DEFIS DE LA GOUVERNANCE
Modérateur: A. Rhazaoui, Al AkhawaynUniversity

14:00 – 14:20 Exploring Democratic Decentralization Reforms: Lessons from Africa,
M.Adeyeye, ObafemiAwolowo University, Nigeria
14:20 – 14:40 Consolidation de la démocratie en Afrique: Une analyse de la situation ivoirienne,
A.Babo, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire
14:40 – 15:00 Etat de la gouvernance d'entreprise et croissance économique : Le cas algérien,
A. Kerzabi,Université de Tlemcen, Algérie
15:00 – 15:20 Pause Café
15:20 – 15:40 Sociocultural and political constraints to State building in Guinea Bissau,
A.Correia de Nobrega, Universidade Técnica de Lisboa, Portugal
15:40 – 16:00 Le Zimbabwe: Portrait d'un pays prometteur en décomposition,
H. Mazzine& L. Maghrani, Université ChouaibDoukkali, Maroc
16:00 – 16:50 Débats
19:00 Diner (Restaurant AUI)

Dimanche 12 décembre 2010 : (Ifrane)

SESSION V
CONFLITS ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE
Modérateur: J. Shoup, Al Akhawayn University

09:00 – 09:20 La paix et la sécurité en Afrique centrale depuis 1960,
J.E.Goma-Thethet, Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Congo
09:20 – 09:40 Democracy and Post-conflict Peace Building in West Africa,
A. Iwilade, UniversitéObafemiAwolowo, Nigeria
09:40 – 10:00 Predatory Rule and Resource Conflicts: Nigeria in an African Context,
J. O. Arowosegbe, Université d'Ibadan, Nigeria
10:00 – 10:20 Pause Café
10:20 – 10:40 Ethnic Conflict Management in Africa: Insight from Nigeria's Experience,
N.Orji, Institute of Development Studies, Nigeria
10:40 – 11:00 Whither Sudan: The Collapse of the Sudanese State,
J. Kalpakian, Université Al Akhawayn, Maroc
11:00 – 11:50 Débats

SEANCE DE CLOTURE

12:00 – 12:30 Discours de clôture
12:30 Déjeuner (Restaurant AUI)

ARGUMENTAIRE

Le 50ème anniversaire des indépendances africaines nous offre une occasion unique pour jeter un regard critique sur le bilan des pays africains en matière de développement socio-économique et conduire une réflexion sérieuse sur les perspectives d'avenir.

Ayant franchi le seuil d'un milliard d'habitants, l'Afrique doit faire face à des défis formidables. Elle contient le plus grand nombre de PMA, la plus grande proportion d'habitants vivant au dessous du seuil de pauvreté extrême et la plus grande population souffrant de plusieurs problèmes socio-économiques et déséquilibres spatiaux. Si les tendances actuelles ne sont pas renversées, la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne ne pourront pas atteindre les objectifs de développement du millénaire.

Malgré ce constat sombre, des progrès remarquables ont été réalisés par les pays africains. Les taux de croissance des économies africaines ont connu un rythme vigoureux pendant la dernière décennie, les indicateurs d'éducation et de santé se sont beaucoup améliorés, la production agricole a atteint des niveaux très élevés et le nombre de conflits qui ont miné le développement dans plusieurs pays se sont réduits ou ont été complètement résolus. En plus, le vent de démocratie qui a soufflé sur l'Afrique depuis les années 1990 a permis l'installation et la consolidation d'une bonne gouvernance dans la grande majorité des pays africains. Les progrès constants du Mécanisme de la revue des pairs (issu du NEPAD) témoignent de l'engagement des leaders africains envers la démocratie.

La réflexion sur l'avenir de l'Afrique doit être fondée sur un examen objectif et rigoureux des acquis des cinquante années d'indépendance, des défis qui restent à relever et des opportunités qui se présentent à court, moyen et long terme.

L'objet de la conférence est de permettre aux africains de faire ce travail essentiel d'analyse du bilan et de jeter les bases pour l'élaboration de stratégies cohérentes pour un avenir meilleur.

Un grand nombre de sujets importants doivent faire partie de cette réflexion.

Parmi les axes à poursuivre, la conférence pourra examiner les pistes de réflexion suivantes.

1. Le bilan des progrès réalisés doit se pencher sur le développement économique et social. Pour bien mesurer ces progrès, il serait utile de faire appel à la perspective de développement humain qui permettra de saisir aussi bien les réalisations de croissance économique que celles des domaines sociaux et humains. Le rôle de l'éducation et du capital humain sont ainsi des éléments sur lesquels il faut s'attarder.

2. La réflexion sur l'avenir du développement de l'Afrique sera menée dans le contexte d'une économie mondiale en pleine mutation. Les exigences de la mondialisation orienteront l'analyse vers le bilan et les perspectives des différentes initiatives africaines en matière d'intégration sous-régionale et continentale. Dans cette même perspective, la conférence s'attardera également sur la place de l'Afrique dans le commerce mondial.

3. L'importance de la gouvernance comme élément clé de tout développement devra focaliser notre attention sur cette problématique. A ce propos, l'établissement à Dakar de l'Institut Africain de la Gouvernance nous permettra de bénéficier de l'expertise de ses membres pour cerner la question d'une manière globale. Il s'agit, aussi, dans ce sens de confronter les expériences de transitions démocratiques en Afrique.

4. Compte tenu des problèmes énormes posés par les conflits en Afrique, il devient crucial d'analyser les causes et l'impact de ces conflits et d'en tirer les leçons pour trouver les moyens des les prévenir à l'avenir. La conférence sera également un lieu d'échange, d'évaluation et d'étude des processus (Mouvements de libération) ayant conduit les pays africains à l'indépendance.

5. Les initiatives qui ont été prises au cours des années pour unifier l'action des pays africains (Groupes de Casablanca et Monrovia, OAU/UA, CEN-SAD, Lagos Plan of Action, NEPAD) méritent un examen objectif quant à leur impact, insuffisances et perspectives d'avenir.

L'Insertion Professionnelle des Etudiants Africains

25 Février 2010

FICHE D'IDENTITE

Intitulé : Conférence du RECAM

Date : Jeudi 25 Février à 09h 00min

Lieu : Institut des Etudes Africaines

Thème : « Insertion professionnelle de l'Etudiant Africain»

Cible : Etudiants et Stagiaires Africains au Maroc/Lauréats/ Chercheurs/

Réalisation : Comité Exécutif du RECAM

PROGRAMME

09H00-09H30 : Installation et accueil des invités

09H40 : Ouverture officielle

09H40-09H50 : Allocution du Président du RECAM

09H50-10H00 : Allocution du Directeur de l'IEA

10H00-10H10 : Allocution du directeur de l'AMCI

10 H10-11H00 : Intervention du conférencier

11H00-12H00: Débat avec l'assistance

12H00 -12H30: Cocktail et fin de la conférence

INETERVENANT

- Professeur ZINE Abdelfatah

UNIVERSITE MOHAMMED V – SOUISSI
INSTITUT DES ETUDES AFRICAINES
RABAT

RÉSEAU DES ETUDIANTS ET CHERCHEURS AFRICAINS AU MAROC

CONFÉRENCE

Le Réseau des Étudiants et Chercheurs Africains au Maroc (R.E.C.A.M.) organise conjointement avec l'Institut des Études Africaines une conférence sous le thème:

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES ÉTUDIANTS AFRICAINS

Jeudi 25 Février 2010 à 9h
à l'Institut des Études Africaines

Sponsor Officiel

Agence Marocaine de Coopération Internationale

La Republique et l'Immigration

30 avril 2010

Institut des Etudes Africaines
Rabat

Université Mohammed V - Souissi

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
Rabat

CONFERENCE

LA REPUBLIQUE ET L'IMMIGRATION

Keita ABDOULAYE

Secrétaire Général de l'Organisation Mondiale de la Diaspora Africaine (OMDA)

Directeur des Relations Extérieures de la Fédération Université Sans Frontière (USF)

France

Date : Vendredi 30 avril 2010 à 14h00.

Lieu : L'Institut des Etudes Africaines – Rabat.

Contact : L'Institut des Etudes Africaines, Avenue Allal al Fassi, Campus Universitaire Al Irfane.
Tél. : [illegible] ; Fax : [illegible]

Argumentaire

De tout temps, le monde a connu des mouvements de population, les motifs ont toujours été essentiellement économiques. La pression migratoire n'est pas derrière nous, mais devant nous.

Les problématiques de l'immigration sont : assimilation - l'intégration - l'insertion - l'insécurité et la délinquance - le coût pour les finances publiques - la diversité - la discrimination positive ou la minorité visible - les statistiques ethniques - la faillite morale - l'apport de l'immigration – le débat sur l'immigration – la solution préconisée.

L'immigration ne doit pas devenir une nouvelle politique de classe. La question sur la nécessité ou non d'ouvrir un vrai débat public sur l'immigration se pose depuis près de 40 ans.

Combien d'immigrés, avec des qualités exceptionnelles, ont-ils animé d'une force nouvelle les principes républicains ? La liste est très longue. L'apport de l'immigration pour : Réformer, changer en bien, en mieux ; Améliorer, rendre meilleur et Renouveler, Remettre en vigueur, Faire revivre, animer d'une force nouvelle les principes républicains doit être entendu globalement et dans la plus grande transparence.

La vérité, c'est que les migrations sont une chance pour nos économies. L'immigration enrichit les sociétés d'accueil et contribue au développement des sociétés de départ. L'immigration est une opportunité de métissage culturel. Pour les humanistes, une société forte est celle qui s'enrichit des traditions venues d'ailleurs et, une société faible est celle dont les membres restent entre eux en ressassant leurs vieilleries.

Rappelons que les immigrés sont en général les plus dégourdis et les plus audacieux qui émigrent. En général des jeunes, et plus souvent des hommes.

L'immigré doit privilégier la lutte citoyenne donc refuser d'être présent au nom de la diversité. Il doit revendiquer haut et fort le droit à la différence et à l'indifférence : être tout simplement un citoyen. L'immigré comme tout autre citoyen doit être jugé sur ses compétences.

« Si tu es différent de moi mon frère, loin de m'agresser, tu m'enrichis » écrivait Saint-Exupéry .

Le Rôle de la femme dans la construction de la paix en Afrique

29 avril 2010

PROGRAMME

Jeudi 29 avril 2010

8h30-9h00 : Accueil et inscription des participants

9h00-10h15 : Séance Inaugurale

Allocutions :

* Président de l'Université Mohammed V – Souissi, Pr. Taïeb Chkili

* Président dé l'Université Ibn Tofaïl, Pr. Mohamed Saouiri

* Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

* Co-titulaire de la Chaire UNESCO « La Femme et ses Droits », Pr. Fouzia Rhissassi

* Directeur de l'Institut des Etudes Africaines, Pr. Yahia Abou El Farah

* Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales – Souissi, Pr. Khalid Berjaoui

* Doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines - Kénitra,

Pause café

10h45 – 13h : Première séance :

Femmes actrices de la paix

Modérateur : Mohamed Boucetta

Rapporteur : Tawfiq Allah Afkinich

10h45 : Zhour Gouram, (Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Kénitra)

"أي دور للنساء في ثقافات السلام"

11h00 : Aïcha Ouassmine, (Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - Souissi)

« Pour une participation des femmes dans le processus

de paix en Afrique »

11h15 : Latifa Mehdaoui, (Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Kénitra)

"دور المرأة في تأصيل ثقافة السلام : نماذج من التراث"

11h30 : Fatima Bouabdelli, (Université Cadi Ayyad, Marrakech)

« A propos de : vie, liberté et recherche du Bonheur »

11h45 : Mohammed Nadif, (Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - Souissi)

« Mobilité de la femme africaine et son impact sur les sociétés d'origine et d'accueil »

Débat

13h-14h : **Déjeuner**

14h – 16h : Deuxième séance plénière :

Femmes, droits humains et développement humain durable

Modérateur :

Rapporteur : Hanane Bendahmane

14h00 : Mohammed Ayat, (Conseiller juridique principal au bureau du procureur du TPIR, Représentant personnel du procureur auprès du gouvernement rwandais, professeur à la FSJES-Souissi, ancien membre du comité des droits de l'homme des Nations Unies)

« Quelques apports des tribunaux pénaux internationaux ad hoc, notamment le TPIR dans la lutte contre les violences sexuelles subies par les femmes lors des génocides et conflits armés »

14h15 : Meryem Aït Ahmed

"المرأة والتنمية المستدامة : حقوق وحريات أساسية. تجريم العنف الجنسي الممارس على النساء في زمن الحرب"

14h30 : Hynd Ayoubi Idrissi, (FSJES, membre du comité de coordination de la Chaire UNESCO « La Femme et ses Droits »)

« Construction de la paix en Afrique et droits des femmes

14h45 : Mohamed Zerouali, (Chaire UNESCO pour la Paix, Université Mohammed Ier, Oujda)

« Les femmes dans les missions de paix des Nations Unies »

15h00 : Khadija Boutkhili et Mhammed Echkoundi,

(Institut des Etudes Africaines, Rabat)

« Gouvernance, femmes et paix en Afrique »

15h15 : Abdoulaye Keïta, (Secrétaire Général, Organisation Mondiale de la Diaspora Africaine « OMDA »)

« Femmes, réseautage et rôle de la société civile dans la construction de la paix »

Débat

Pause café

17h30

Rapport Général

Lecture des conclusions générales de la Journée d'Etude par :

Laïla Mansouri

Jamila Ouhida

Clôture des travaux

Argumentaire :

Si les guerres ont toujours été présentées comme une affaire des hommes, la paix ne peut être construite en l'absence des femmes.

Sans occulter le fait que les femmes et les enfants constituent les principales victimes des conflits, utilisées comme arme de guerre, victimes de violences extrêmes, les femmes constituent néanmoins une force de subsistance et de survie de la famille et de la communauté en temps de guerre. Aussi, leur rôle dans la construction de la paix est-il incontournable, au regard de l'importance de la dimension genre dans le processus de paix et de reconstruction post-conflit.

Au niveau international, la reconnaissance du rôle de la femme dans la construction de la paix a fait l'objet d'un important référentiel, dont notamment : le préambule de la Convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) qui met en relief le rôle des femmes dans l'instauration de la paix et dans le développement ; la quatrième conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, tenue à Beijing en septembre 1995 qui avait souligné la priorité pour les femmes d'assumer leur rôle de leadership dans la construction de la paix, et la résolution 1325 adoptée le 31 octobre 2000 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies sur « Les femmes, la paix et la sécurité ».

Si de nombreux exemples attestent du rôle joué par les femmes dans la construction de la paix en Afrique, continent déchiré par de multiples conflits, y compris une reconnaissance prestigieuse en décernant le Prix Nobel pour la paix en 2004, à une femme africaine kenyane, il n'en demeure pas moins que différents domaines recèlent encore des lacunes et des insuffisances. Il s'agit principalement de la participation de la femme à la prévention des conflits, aux négociations pour la paix, de la contribution des femmes et de leurs besoins spécifiques dans les opérations humanitaires et celles de reconstruction et de la représentation des femmes aux postes de décision.

De ce qui précède et à l'occasion du 30ème anniversaire de l'adoption de la CEDAW, l'Institut des Etudes Africaines (IEA) relevant de l'Université Mohammed V- Souissi, la Chaire UNESCO « La Femme et ses Droits » sise aux Universités Mohammed V –Souissi et Ibn Tofaîl à Kénitra et la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales-Souissi organisent le **29 avril 2010**, une journée d'étude sur « **Le rôle de la femme dans la construction de la paix en Afrique** ».

Cette journée d'étude qui s'inscrit dans la lignée du colloque international sur « **Femmes, religions et paix** », tenu les **27-28 avril 2009** à l'IEA, serait une occasion pour réunir des chercheurs de différents horizons en vue d'échanger, de débattre et d'approfondir la réflexion sur une thématique suscitant de nombreux questionnements à la mesure de l'importance que revêt ce sujet.

Pour ce faire, différents axes fédérateurs de réflexion sont dégagés. Ils portent sur :

- Dispositif international de promotion du rôle des femmes dans la construction de la paix ;
- Femmes actrices de la paix : médiation politique et sociale, processus transitionnels, règlement pacifique des différends, etc.
- Femmes et développement humain durable : droits et libertés fondamentaux, l'environnement, la lutte contre la violence à l'égard des femmes, l'incrimination des violences sexuelles perpétrées en temps de guerre à l'égard des femmes, etc.
- Femmes, réseautage et rôle de la société civile dans la construction de la paix ;
- Femmes et culture de paix et de non violence.

Les défis de la jeunesse africaine face aux mutations actuelle

27 Mars- 30 Avril 2010

Les Territoires du sud entre Equité, Compétitivité et durabilité

1er-2 mars 2010

PROGRAMME

• LES TERRITOIRES DU SUD ENTRE ÉQUITÉ, COMPÉTITIVITÉ ET DURABILITÉ •

Les enjeux territoriaux interpellent, depuis la dernière décennie du 20°siècle, les géographes, les économistes et tous ceux qui s'intéressent aux sujets du développement local, régional et à l'aménagement du territoire. Dorénavant, il faut se positionner par rapport aux questions d'ajustement, de régulation et d'arbitrage territoriaux.

Il s'agit, certes, de choix délicats entre plusieurs alternatives dont les impacts territoriaux durables, mais également d'options émanant de politiques délibérées, de positions idéologiques et de prédispositions sur la construction sociétale.

La répartition des ressources budgétaires, le choix des politiques sectorielles, la localisation des activités économiques, des technopôles et des industries de pointe, la mise en place des réseaux structurants, la détermination des pôles attractifs…font partie du panel offert aux décideurs et autres responsables publiques pour opérer des actions qui auront, à leur tour, des conséquences durables sur les différents territoires et sur le devenir des pays dans leurs ensembles. Quelques décideurs s'efforcent pour faire de leurs territoires des espaces d'innovation, de spécialisation et d'articulation afin d'être compétitifs. Le développement de leur compétitivité passe nécessairement par l'augmentation de leur efficacité et de leur efficience, mais également par augmenter leur attractivité et l'amélioration de leurs cadres de vie. Ce processus de construction territoriale n'est pas, pour autant, sans effets négatifs pour le reste des territoires. D'importantes inégalités se manifestent âprement autant sur la scène économique que sociale et environnementale. L'exclusion et la marginalisation interpellent les acteurs et surtout l'Etat à introduire l'équité territoriale en tant que référence à la dimension spatiale de la justice sociale pour désigner une configuration géographique qui assurerait à tous les mêmes conditions et les mêmes éléments de confort sociétal. L'équité territoriale est un concept et un principe d'aménagement qui permet de comprendre les situations réelles marquées par l'injustice spatiale d'une part, et de réagir par la mise en place de stratégies adéquates d'autre part.

Le dilemme compétitivité et équité territoriales est posée, plus qu'avant sur un fond tout à fait nouveau, qui est celui des territoires, de la durabilité, de la durabilité des territoires et du développement durable. Le débat est, certes, ravivé, sous la houlette de la mondialisation sur la manière d'affecter les ressources publiques entre les différents territoires, entre le besoin d'encourager les territoires compétitifs face à la concurrence étrangère ou bien porter l'aide et le soutien aux territoires nécessiteux pour qu'ils ne pâtissent pas d'avantage dans la pauvreté et la marginalisation, Mais depuis le sommet de Rio un nouveau défi de développement durable se pose pour l'humanité en général et les populations locales en particulier depuis le sommet de Rio où tout le monde a pris conscience sur les dangers qu'il encourt par la dégradation des milieux, le gaspillage des ressources naturelles et l'altération du patrimoine. Delors la durabilité n'est pas seulement un enjeu majeur pour justifier les choix cités ci-dessus et trancher entre la compétitivité territoriale, réclamée par les défenseurs de la loi du marché, et l'équité territoriale plaidée au nom de la solidarité sociale, mais également un alibi pour justifier des choix de politiques territorialisantes, et de justifier la légitimité des décisions de quelques acteurs et surtout l'Etat.

Absorbés depuis leurs indépendances par la construction de leur Etats Nations, les pays du Sud se trouvent eux-mêmes devant les mêmes dilemmes que des pays du Nord avec un important décalage entre des deux situations, à savoir la mise à niveau de certains de leurs territoires confrontés à la concurrence exacerbée des territoires du Monde et porter secours à d'autres territoires, combien nombreux, marginalisés, pauvres et vulnérables depuis leurs colonisation. La dépendance des pays du Sud vis-à-vis des pays du Nord d'une part, et les mutations sociales, économiques et spatiales d'autre part, exacerbent davantage les phénomènes de polarisation et de marginalisation.

Certains pays du Sud, comme le Maroc, affectés par les effets de la mondialisation prennent du goût pour discuter et débattre ce sujet, resté jusqu'ici secondaire, pour en faire la pierre angulaire de leur construction sociétale et la refonte de leur Etat.

• Partenaires et sponsors :

- Programme de recherche CORUS 154,
- Laboratoire des Etudes et de Recherches sur les montagnes Atlasiques LERMA,
- Equipe de Recherche Culture Patrimoine et Tourisme (ERCPT), Marrakech
- Département de Géographie de Marrakech,
- Faculté des Lettres de Marrakech,
- Université Cadi Ayyad, Marrakech
- Institut des Etudes Africaines, Rabat
- Université Mohammed V, Rabat
- Groupe de Recherche Aménagement et Développement Local des Espaces Désertiques (GRADLED), Rabat
- Association Nationale des Géographes Marocains (ANAGEM), Rabat
- GASUP, Rabat

• Comité d'organisation:

- Elmostafa HASSANI, LERMA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech, coordination ;
- Said BOUJROUF, LERMA, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Marrakech ;
- Aberrahim BENALI, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Mohamed EL AKLAA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Mohamed AIT HASSOU, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Fatima GEBRATI, Faculté Polydisciplinaire de Khouribga, Université, Hasan1er, Settat.;

• Comité scientifique :

- Yahia ABOU EL FARAH, Institut des Etudes Africaines, Rabat;
- Brahim AKDIM, FLSH, Fès Saïs;
- Mohamed AIT HAMZA, Université Mohamed V, IRCAM, Rabat;
- Benoît ANTHEAUME, IRD, Bondy, France.
- Ahmed BELLAOUI, LERMA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Mohamed BENBRAHIM, FLSH, Oujda;
- Saïd BOUJROUF, LERMA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech;
- Mohamed EL ASSAAD, Université Hassan II, Casablanca;
- Frédéric GIRAUT, Université de Genève, Suisse ;
- Mohamed KERBOUT, FLSH, Rabat;
- Pierre-Antoine LANDEL, CERMOSEM, PACTE Territoire, Grenoble 1, France ;
- Abdellah LAOUINA, FLSH, Rabat;
- Lakbir OUHAJOU, FLSH, Agadir.

• Coordination générale

- Said BOUJROUF

08h30 – 12h30 Lundi 1 mars 2010 – Salle des réunions, Faculté des Lettres-Marrakech

08h30 ❋ Accueil et inscription

09h00 ❋ Ouverture officielle: Mr le Pérsident de l'Université Cadi Ayyad, Mr le Doyen de la Faculté des Lettres de Marrakech, Mr le Directeur de l'Institut des Etudes Africaines de Rabat et ***Mr Hassani El Mostafa*** coordinateur du Comité d'Organisation du colloque.

09h15 • Pause café

09h30 **Axe 1 - L'équité territoriale : un nouveau référentiel des politiques publiques d'aménagement et de décentralisation**

Axe 1-1ère Partie

• Animateur-modérateur : ***Yahia ABOU EL FARAH***, Institut des Etudes Africaines, Rabat

• Synthèse : ***Mohamed ECHKOUNDI***, Institut des Etudes Africaines, Rabat

❋ La fabrique ambivalente de l'équité socio-spatiale
Cécile GUYETANT-FAUVEL, Université de Grenoble

❋ L'équité au profit des territoires favorisés ? Le projet de cluster de Mohammedia (Maroc)
Jean-Luc Piermay, Professeur de Géographie, Université de Strasbourg.

❋ Régionalisation, développement humain et équité territoriale au Maroc
EL ASSAAD Mohammed, Laboratoire des Etudes Géographiques et Développement Spatial, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ben M'sik , Université Hassan II Mohammedia

❋ Dynamique urbaine et mutations territoriales et sociales à Marrakech : Quel sens à l'équité et à la durabilité ?
Mohamed AIT HASSOU, Département de Géographie – FLSH – Marrakech

❋ L'habitat au Maroc: quelle politique de la ville ?! Approche criminologique
Anas TALBI, Professeur-assistant, Docteur en criminologie, Faculté de Droit de Marrakech.

❋ وقع مشاريع التهيئة الكبرى على تغير السلوك الهيدرودينامي للأودية وتدهور الأوساط البيئية بالمجالات الجبلية : مشاريع إنشاء المناطر بسافلة رواف، ورغة الأوسط
محمد الفنكورا و عبد الغني رطيط 2
(1) الكلية المتعددة التخصصات بنازة . (2) كلية الآداب والعلوم الإنسانية سايس-فاس، جامعة سيدي محمد بن عبد الله.

❋ La dette, atout ou bien handicap au développement des pays en développement. Le cas de la Tunisie
Chamkhi FATHI, Enseignant, Département de géographie, Universite des Lettres, des Arts et des Humanités de Mannouba. Tunisie.

❋ Les inégalités spatiales, une problématique d'aménagement
Cas de la ville d'Annaba, Algérie
khaled Brahamia**, **Samia Moukhenachi*, ***kaddour Boukhemis****
Laboratoire ressources Naturelles et Aménagement*
Laboratoire Urbanisme et Architecture**
Département d'aménagement, Université Badji Mokhtar.

❋ Inégalité dans la qualité de vie des quartiers d'une ville moyenne intérieure. Cas de la ville de Khenchela – Est algérien.
DJEBNOUNE Brahim & BOUKHEMIS Kaddour
Laboratoire « Ressources Naturelles Et Aménagement »
Département d'Aménagement, Faculté Des Sciences De La Terre Université Badji Mokhtar Annaba.

14h30 **Axe 1-2ème partie**

• Animateur-modérateur : ***Ahmed BELLAOUI***, LERMA, Faculté des Lettres, Marrakech

• Synthèse : ***Mohamed ECHKOUNDI***, Institut des Etudes Africaines, Rabat

❋ تحضر الأطراف في غياب شبكة حضرية متوازنة ، حالة مدينة باتنة – الجزائر.
عايدة جبار – استاذة مساعدة- قسم علوم الارض – جامعة باتنة – الجزائر

❋ La montagne algérienne: un territoire en marge du développement.
Mouloud AÏCHE & Kaddour BOUKHEMIS, Laboratoire de Recherche « Ressources Naturelles et Aménagement », Département d'Aménagement, Université Badji Mokhtar-Annaba, Algérie.

❋ Territoire en conflit: entre équité et ambivalence. Le cas de la valée du Saf-Saf au Nord Est de l'Algérie.
Karima Messaoudi, Maître de Conférences en « Aménagement des territoires et urbanisme », enseignante chercheur à l'Université du 20 août 1955 Skikda, Algérie.

❋ La politique du logement en Algérie, vers quel type de régulation ? Exemple des territoires de Annaba.
Nouredine KOUADRIA, Maître de conférence, Faculté des sciences de la terre, département d'aménagement, Université Badji Mokhtar. Annaba. Algérie

❋ Le projet en urbanisme, des jalons pour l'avenir -Cas de Sétif- Algérie.
CHORFI Khaled, Enseignant, Université de Sétif.

❋ Equité territoriale entre les territoires qui gagnent et ceux qui perdent
Mme ACACHA ACAPKO Hortensia Vicentia, PhD en Développement régional, Enseignante chercheur à l'Université nationale du Bénin

16h00 • Pause café

16h15 **Axe 2 - La compétitivité territoriale : un enjeu majeur sous la houlette de la mondialisation**

• Animateur-modérateur : ***Saïd Boujrouf***, Département de Géographie, Marrakech

• Synthèse : ***Benoît Antheaume***, ***IRD***, ***Bondy***, France

❋ La Nouvelle doctrine spatiale de la Banque mondiale, une certaine conception de l'utilité et de la compétitivité territoriale
Frédéric GIRAUT, Département de Géographie, Université de Genève.

❋ L'attractivité des villes par les espaces publics pour une compétitivité territoriale.
Cherfaoui Dounia, Architecte et post graduante, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture ENSA d'Alger.

❋ Les territoires sahariens en Algérie à l'épreuve de la compétitivité.
YOUSFI Badr-Eddine et ***Tayeb Otmane***, Enseignant-chercheur en Géographie : Université d'Oran Algérie. ***Yael kouzmine***, Docteur en géographie, université de Franche Compté, France

❋ L'enclavement : entre drame national et opportunité internationale .
David Goeury, Doctorant à l'université Paris IV- La Sorbonne et Professeur agrégé au Lycée Descartes de Rabat.

❋ Planification et développement de la vallée du m'Zab : Vers la formation d'une métropole compétitive.
Tahar BAOUNI, Maître de conférences chercheur et directeur par intérim du Laboratoire Ville, Urbanisme et Développement Durable (VUDD). Ecole Nationale Supérieure d'Architecture (ENSA) d'Alger.

Argumentaire

Les enjeux territoriaux interpellent, depuis la dernière décennie du 20°siècle, les géographes, les économistes et tous ceux qui s'intéressent aux sujets du développement local, régional et à l'aménagement du territoire. Dorénavant, il faut se positionner par rapport aux questions d'ajustement, de régulation et d'arbitrage territoriaux.

Il s'agit, certes, de choix délicats entre plusieurs alternatives dont les impacts territoriaux durables, mais également d'options émanant de politiques délibérées, de positions idéologiques et de prédispositions sur la construction sociétale.

La répartition des ressources budgétaires, le choix des politiques sectorielles, la localisation des activités économiques, des technopôles et des industries de pointe, la mise en place des réseaux structurants, la détermination des pôles attractifs…font partie du panel offert aux décideurs et autres responsables publiques pour opérer des actions qui auront, à leur tour, des conséquences durables sur les différents territoires et sur le devenir des pays dans leurs ensembles. Quelques décideurs s'efforcent pour faire de leurs territoires des espaces d'innovation, de spécialisation et d'articulation afin d'être compétitifs. Le développement de leur compétitivité passe nécessairement par l'augmentation de leur efficacité et de leur efficience, mais également par le renforcement de leur attractivité et l'amélioration de leurs cadres de vie. Ce processus de construction territoriale n'est pas, pour autant, sans effets négatifs pour le reste des territoires. D'importantes inégalités se manifestent âprement autant sur la scène économique que sociale et environnementale. L'exclusion et la marginalisation interpellent les acteurs et surtout l'Etat à introduire l'équité territoriale en tant que référence à la dimension spatiale de la justice sociale pour désigner une configuration géographique qui assurerait à tous les mêmes conditions et les mêmes éléments de confort sociétal.

L'équité territoriale est un concept et un principe d'aménagement qui permet de comprendre les situations réelles marquées par l'injustice spatiale d'une part, et de réagir par la mise en place de stratégies adéquates d'autre part.

Le dilemme compétitivité et équité territoriales est posée, plus qu'avant sur un fond tout à fait nouveau, qui est celui des territoires, de la durabilité, de la durabilité des territoires et du développement durable. Le débat est, certes, ravivé, sous la houlette de la mondialisation sur la manière d'affecter les ressources publiques entre les différents territoires, entre le besoin d'encourager les territoires compétitifs face à la concurrence étrangère ou bien porter l'aide et le soutien aux territoires nécessiteux pour qu'ils ne pâtissent pas d'avantage dans la pauvreté et la

marginalisation. Mais depuis le sommet de Rio un nouveau défi de développement durable se pose

pour l'humanité en général et les populations locales en particulier. Le monde a pris conscience sur les dangers qu'il encourt par la dégradation des milieux, le gaspillage des ressources naturelles et l'altération du patrimoine. Delors la durabilité n'est pas seulement un enjeu majeur pour justifier les choix cités ci-dessus et trancher entre la compétitivité territoriale, réclamée par les défenseurs de la loi du marché, et l'équité territoriale plaidée au nom de la solidarité sociale, mais également un alibi pour justifier des choix de politiques territorialisantes, et de justifier la légitimité des décisions de quelques acteurs et surtout l'Etat.

Absorbés depuis leurs indépendances par la construction de leur Etats Nations, les pays du Sud se trouvent eux-mêmes devant les mêmes dilemmes que des pays du Nord avec un important décalage entre des deux situations, à savoir la mise à niveau de certains de leurs territoires confrontés à la concurrence exacerbée des territoires du Monde et porter secours à d'autres territoires, combien nombreux, marginalisés, pauvres et vulnérables depuis leurs colonisation. La dépendance des pays du Sud vis-à-vis des pays du Nord d'une part, et les mutations sociales, économiques et spatiales d'autre part, exacerbent davantage les phénomènes de polarisation et de marginalisation.

Certains pays du Sud, comme le Maroc, affectés par les effets de la mondialisation prennent du goût pour discuter et débattre ce sujet, resté jusqu'ici secondaire, pour en faire la pierre angulaire de leur recomposition territoriale, de leur reconstruction sociétale et de la refonte de leur Etat.

Les Territoires du sud entre Equité, Compétitivité et durabilité

1er-2 mars 2010

PROGRAMME

• LES TERRITOIRES DU SUD ENTRE ÉQUITÉ, COMPÉTITIVITÉ ET DURABILITÉ •

Les enjeux territoriaux interpellent, depuis la dernière décennie du 20°siècle, les géographes, les économistes et tous ceux qui s'intéressent aux sujets du développement local, régional et à l'aménagement du territoire. Dorénavant, il faut se positionner par rapport aux questions d'ajustement, de régulation et d'arbitrage territoriaux.

Il s'agit, certes, de choix délicats entre plusieurs alternatives dont les impacts territoriaux durables, mais également d'options émanant de politiques délibérées, de positions idéologiques et de prédispositions sur la construction sociétale.

La répartition des ressources budgétaires, le choix des politiques sectorielles, la localisation des activités économiques, des technopôles et des industries de pointe, la mise en place des réseaux structurants, la détermination des pôles attractifs…font partie du panel offert aux décideurs et autres responsables publiques pour opérer des actions qui auront, à leur tour, des conséquences durables sur les différents territoires et sur le devenir des pays dans leurs ensembles. Quelques décideurs s'efforcent pour faire de leurs territoires des espaces d'innovation, de spécialisation et d'articulation afin d'être compétitifs. Le développement de leur compétitivité passe nécessairement par l'augmentation de leur efficacité et de leur efficience, mais également par augmenter leur attractivité et l'amélioration de leurs cadres de vie. Ce processus de construction territoriale n'est pas, pour autant, sans effets négatifs pour le reste des territoires. D'importantes inégalités se manifestent âprement autant sur la scène économique que sociale et environnementale. L'exclusion et la marginalisation interpellent les acteurs et surtout l'Etat à introduire l'équité territoriale en tant que référence à la dimension spatiale de la justice sociale pour désigner une configuration géographique qui assurerait à tous les mêmes conditions et les mêmes éléments de confort sociétal. L'équité territoriale est un concept et un principe d'aménagement qui permet de comprendre les situations réelles marquées par l'injustice spatiale d'une part, et de réagir par la mise en place de stratégies adéquates d'autre part.

Le dilemme compétitivité et équité territoriales est posée, plus qu'avant sur un fond tout à fait nouveau, qui est celui des territoires, de la durabilité, de la durabilité des territoires et du développement durable. Le débat est, certes, ravivé, sous la houlette de la mondialisation sur la manière d'affecter les ressources publiques entre les différents territoires, entre le besoin d'encourager les territoires compétitifs face à la concurrence étrangère ou bien porter l'aide et le soutien aux territoires nécessiteux pour qu'ils ne pâtissent pas d'avantage dans la pauvreté et la marginalisation, Mais depuis le sommet de Rio un nouveau défi de développement durable se pose pour l'humanité en général et les populations locales en particulier depuis le sommet de Rio où tout le monde a pris conscience sur les dangers qu'il encourt par la dégradation des milieux, le gaspillage des ressources naturelles et l'altération du patrimoine. Delors la durabilité n'est pas seulement un enjeu majeur pour justifier les choix cités ci-dessus et trancher entre la compétitivité territoriale, réclamée par les défenseurs de la loi du marché, et l'équité territoriale plaidée au nom de la solidarité sociale, mais également un alibi pour justifier des choix de politiques territorialisantes, et de justifier la légitimité des décisions de quelques acteurs et surtout l'Etat.

Absorbés depuis leurs indépendances par la construction de leur Etats Nations, les pays du Sud se trouvent eux-mêmes devant les mêmes dilemmes que des pays du Nord avec un important décalage entre des deux situations, à savoir la mise à niveau de certains de leurs territoires confrontés à la concurrence exacerbée des territoires du Monde et porter secours à d'autres territoires, combien nombreux, marginalisés, pauvres et vulnérables depuis leurs colonisation. La dépendance des pays du Sud vis-à-vis des pays du Nord d'une part, et les mutations sociales, économiques et spatiales d'autre part, exacerbent davantage les phénomènes de polarisation et de marginalisation.

Certains pays du Sud, comme le Maroc, affectés par les effets de la mondialisation prennent du goût pour discuter et débattre ce sujet, resté jusqu'ici secondaire, pour en faire la pierre angulaire de leur construction sociétale et la refonte de leur Etat.

• Partenaires et sponsors :

- Programme de recherche CORUS 154,
- Laboratoire des Etudes et de Recherches sur les montagnes Atlasiques LERMA,
- Equipe de Recherche Culture Patrimoine et Tourisme (ERCPT), Marrakech
- Département de Géographie de Marrakech,
- Faculté des Lettres de Marrakech,
- Université Cadi Ayyad, Marrakech
- Institut des Etudes Africaines, Rabat
- Université Mohammed V, Rabat
- Groupe de Recherche Aménagement et Développement Local des Espaces Désertiques (GRADLED), Rabat
- Association Nationale des Géographes Marocains (ANAGEM), Rabat
- GASUP, Rabat

• Comité d'organisation:

- Elmostafa HASSANI, LERMA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech, coordination ;
- Said BOUJROUF, LERMA, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Marrakech ;
- Aberrahim BENALI, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Mohamed EL AKLAA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Mohamed AIT HASSOU, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Fatima GEBRATI, Faculté Polydisciplinaire de Khouribga, Université, Hasan1er, Settat.;

• Comité scientifique :

- Yahia ABOU EL FARAH, Institut des Etudes Africaines, Rabat;
- Brahim AKDIM, FLSH, Fès Saïs;
- Mohamed AIT HAMZA, Université Mohamed V, IRCAM, Rabat;
- Benoît ANTHEAUME, IRD, Bondy, France.
- Ahmed BELLAOUI, LERMA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech ;
- Mohamed BENBRAHIM, FLSH, Oujda;
- Saïd BOUJROUF, LERMA, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech;
- Mohamed EL ASSAAD, Université Hassan II, Casablanca;
- Frédéric GIRAUT, Université de Genève, Suisse ;
- Mohamed KERBOUT, FLSH, Rabat;
- Pierre-Antoine LANDEL, CERMOSEM, PACTE Territoire, Grenoble 1, France ;
- Abdellah LAOUINA, FLSH, Rabat;
- Lakbir OUHAJOU, FLSH, Agadir.

• Coordination générale

- Said BOUJROUF

08h30 – 12h30 Lundi 1 mars 2010 – Salle des réunions, Faculté des Lettres-Marrakech

08h30 ❋ Accueil et inscription

09h00 ❋ Ouverture officielle: Mr le Pérsident de l'Université Cadi Ayyad, Mr le Doyen de la Faculté des Lettres de Marrakech, Mr le Directeur de l'Institut des Etudes Africaines de Rabat et ***Mr Hassani El Mostafa*** coordinateur du Comité d'Organisation du colloque.

09h15 • Pause café

09h30 **Axe 1 - L'équité territoriale : un nouveau référentiel des politiques publiques d'aménagement et de décentralisation**

Axe 1-1ère Partie

• Animateur-modérateur : ***Yahia ABOU EL FARAH***, Institut des Etudes Africaines, Rabat

• Synthèse : ***Mohamed ECHKOUNDI***, Institut des Etudes Africaines, Rabat

❋ La fabrique ambivalente de l'équité socio-spatiale
Cécile GUYETANT-FAUVEL, Université de Grenoble

❋ L'équité au profit des territoires favorisés ? Le projet de cluster de Mohammedia (Maroc)
Jean-Luc Piermay, Professeur de Géographie, Université de Strasbourg.

❋ Régionalisation, développement humain et équité territoriale au Maroc
EL ASSAAD Mohammed, Laboratoire des Etudes Géographiques et Développement Spatial, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ben M'sik , Université Hassan II Mohammedia

❋ Dynamique urbaine et mutations territoriales et sociales à Marrakech : Quel sens à l'équité et à la durabilité ?
Mohamed AIT HASSOU, Département de Géographie – FLSH – Marrakech

❋ L'habitat au Maroc: quelle politique de la ville ?! Approche criminologique
Anas TALBI, Professeur-assistant, Docteur en criminologie, Faculté de Droit de Marrakech.

❋ وقع مشاريع التهيئة الكبرى على تغير السلوك الهيدرودينامي للأودية وتدهور الأوساط البيئية بالمجالات الجبلية : مشاريع إنشاء المناطر بسافلة رواف، ورغة الأوسط
محمد الفنكورا و عبد الغني رطيط 2
(1) الكلية المتعددة التخصصات بنازة . (2) كلية الآداب والعلوم الإنسانية سايس-فاس، جامعة سيدي محمد بن عبد الله.

❋ La dette, atout ou bien handicap au développement des pays en développement. Le cas de la Tunisie
Chamkhi FATHI, Enseignant, Département de géographie, Universite des Lettres, des Arts et des Humanités de Mannouba. Tunisie.

❋ Les inégalités spatiales, une problématique d'aménagement
Cas de la ville d'Annaba, Algérie
khaled Brahamia**, **Samia Moukhenachi*, ***kaddour Boukhemis****
Laboratoire ressources Naturelles et Aménagement*
Laboratoire Urbanisme et Architecture**
Département d'aménagement, Université Badji Mokhtar.

❋ Inégalité dans la qualité de vie des quartiers d'une ville moyenne intérieure. Cas de la ville de Khenchela – Est algérien.
DJEBNOUNE Brahim & BOUKHEMIS Kaddour
Laboratoire « Ressources Naturelles Et Aménagement »
Département d'Aménagement, Faculté Des Sciences De La Terre Université Badji Mokhtar Annaba.

14h30 **Axe 1-2ème partie**

• Animateur-modérateur : ***Ahmed BELLAOUI***, LERMA, Faculté des Lettres, Marrakech

• Synthèse : ***Mohamed ECHKOUNDI***, Institut des Etudes Africaines, Rabat

❋ تحضر الأطراف في غياب شبكة حضرية متوازنة ، حالة مدينة باتنة – الجزائر.
عايدة جبار – استاذة مساعدة- قسم علوم الارض – جامعة باتنة – الجزائر

❋ La montagne algérienne: un territoire en marge du développement.
Mouloud AÏCHE & Kaddour BOUKHEMIS, Laboratoire de Recherche « Ressources Naturelles et Aménagement », Département d'Aménagement, Université Badji Mokhtar-Annaba, Algérie.

❋ Territoire en conflit: entre équité et ambivalence. Le cas de la valée du Saf-Saf au Nord Est de l'Algérie.
Karima Messaoudi, Maître de Conférences en « Aménagement des territoires et urbanisme », enseignante chercheur à l'Université du 20 août 1955 Skikda, Algérie.

❋ La politique du logement en Algérie, vers quel type de régulation ? Exemple des territoires de Annaba.
Nouredine KOUADRIA, Maître de conférence, Faculté des sciences de la terre, département d'aménagement, Université Badji Mokhtar. Annaba. Algérie

❋ Le projet en urbanisme, des jalons pour l'avenir -Cas de Sétif- Algérie.
CHORFI Khaled, Enseignant, Université de Sétif.

❋ Equité territoriale entre les territoires qui gagnent et ceux qui perdent
Mme ACACHA ACAPKO Hortensia Vicentia, PhD en Développement régional, Enseignante chercheur à l'Université nationale du Bénin

16h00 • Pause café

16h15 **Axe 2 - La compétitivité territoriale : un enjeu majeur sous la houlette de la mondialisation**

• Animateur-modérateur : ***Saïd Boujrouf***, Département de Géographie, Marrakech

• Synthèse : ***Benoît Antheaume***, ***IRD***, ***Bondy***, France

❋ La Nouvelle doctrine spatiale de la Banque mondiale, une certaine conception de l'utilité et de la compétitivité territoriale
Frédéric GIRAUT, Département de Géographie, Université de Genève.

❋ L'attractivité des villes par les espaces publics pour une compétitivité territoriale.
Cherfaoui Dounia, Architecte et post graduante, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture ENSA d'Alger.

❋ Les territoires sahariens en Algérie à l'épreuve de la compétitivité.
YOUSFI Badr-Eddine et ***Tayeb Otmane***, Enseignant-chercheur en Géographie : Université d'Oran Algérie. ***Yael kouzmine***, Docteur en géographie, université de Franche Compté, France

❋ L'enclavement : entre drame national et opportunité internationale .
David Goeury, Doctorant à l'université Paris IV- La Sorbonne et Professeur agrégé au Lycée Descartes de Rabat.

❋ Planification et développement de la vallée du m'Zab : Vers la formation d'une métropole compétitive.
Tahar BAOUNI, Maître de conférences chercheur et directeur par intérim du Laboratoire Ville, Urbanisme et Développement Durable (VUDD). Ecole Nationale Supérieure d'Architecture (ENSA) d'Alger.

Argumentaire

Les enjeux territoriaux interpellent, depuis la dernière décennie du 20°siècle, les géographes, les économistes et tous ceux qui s'intéressent aux sujets du développement local, régional et à l'aménagement du territoire. Dorénavant, il faut se positionner par rapport aux questions d'ajustement, de régulation et d'arbitrage territoriaux.

Il s'agit, certes, de choix délicats entre plusieurs alternatives dont les impacts territoriaux durables, mais également d'options émanant de politiques délibérées, de positions idéologiques et de prédispositions sur la construction sociétale.

La répartition des ressources budgétaires, le choix des politiques sectorielles, la localisation des activités économiques, des technopôles et des industries de pointe, la mise en place des réseaux structurants, la détermination des pôles attractifs…font partie du panel offert aux décideurs et autres responsables publiques pour opérer des actions qui auront, à leur tour, des conséquences durables sur les différents territoires et sur le devenir des pays dans leurs ensembles. Quelques décideurs s'efforcent pour faire de leurs territoires des espaces d'innovation, de spécialisation et d'articulation afin d'être compétitifs. Le développement de leur compétitivité passe nécessairement par l'augmentation de leur efficacité et de leur efficience, mais également par le renforcement de leur attractivité et l'amélioration de leurs cadres de vie. Ce processus de construction territoriale n'est pas, pour autant, sans effets négatifs pour le reste des territoires. D'importantes inégalités se manifestent âprement autant sur la scène économique que sociale et environnementale. L'exclusion et la marginalisation interpellent les acteurs et surtout l'Etat à introduire l'équité territoriale en tant que référence à la dimension spatiale de la justice sociale pour désigner une configuration géographique qui assurerait à tous les mêmes conditions et les mêmes éléments de confort sociétal.

L'équité territoriale est un concept et un principe d'aménagement qui permet de comprendre les situations réelles marquées par l'injustice spatiale d'une part, et de réagir par la mise en place de stratégies adéquates d'autre part.

Le dilemme compétitivité et équité territoriales est posée, plus qu'avant sur un fond tout à fait nouveau, qui est celui des territoires, de la durabilité, de la durabilité des territoires et du développement durable. Le débat est, certes, ravivé, sous la houlette de la mondialisation sur la manière d'affecter les ressources publiques entre les différents territoires, entre le besoin d'encourager les territoires compétitifs face à la concurrence étrangère ou bien porter l'aide et le soutien aux territoires nécessiteux pour qu'ils ne pâtissent pas d'avantage dans la pauvreté et la

marginalisation. Mais depuis le sommet de Rio un nouveau défi de développement durable se pose

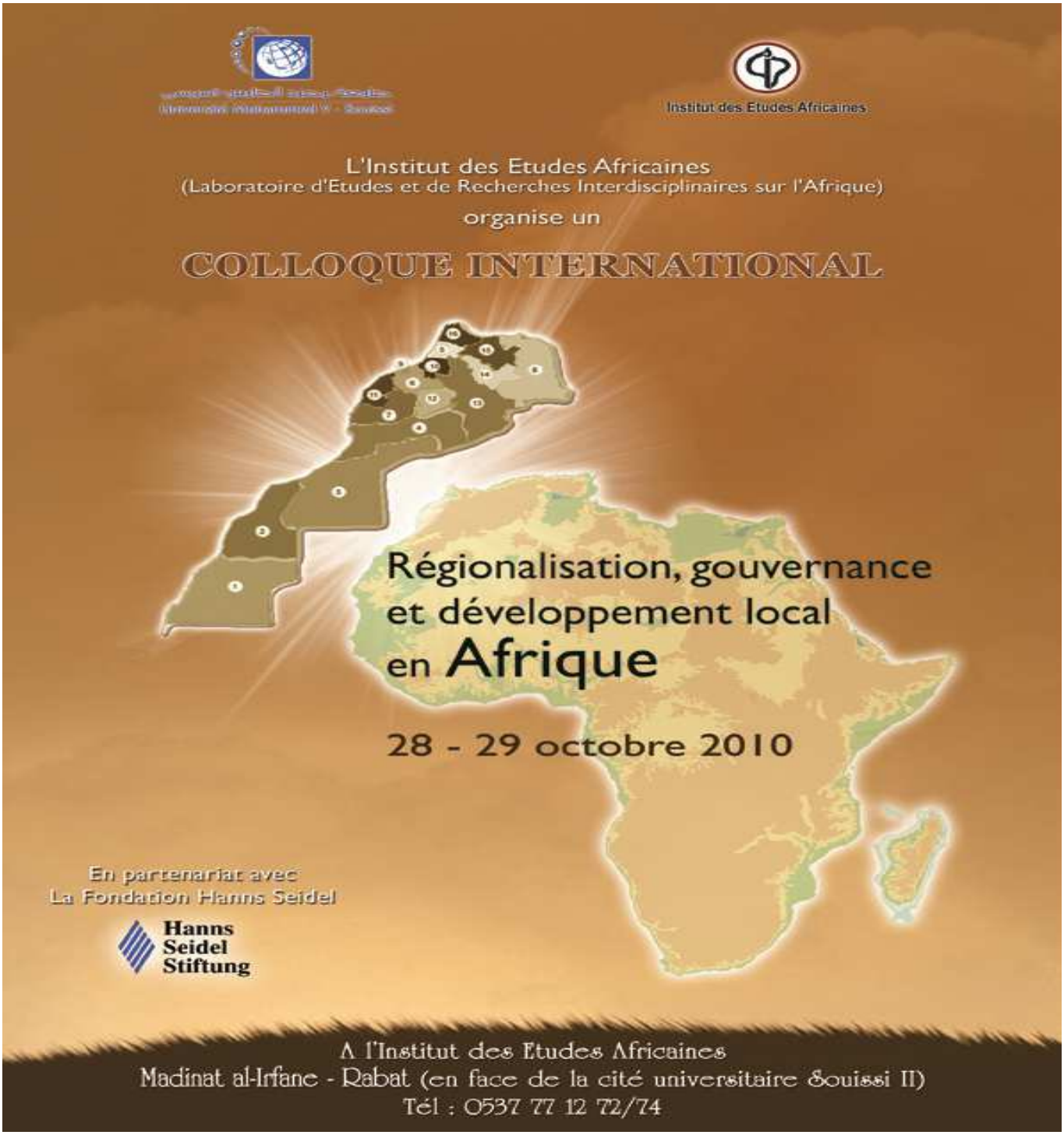
pour l'humanité en général et les populations locales en particulier. Le monde a pris conscience sur les dangers qu'il encourt par la dégradation des milieux, le gaspillage des ressources naturelles et l'altération du patrimoine. Delors la durabilité n'est pas seulement un enjeu majeur pour justifier les choix cités ci-dessus et trancher entre la compétitivité territoriale, réclamée par les défenseurs de la loi du marché, et l'équité territoriale plaidée au nom de la solidarité sociale, mais également un alibi pour justifier des choix de politiques territorialisantes, et de justifier la légitimité des décisions de quelques acteurs et surtout l'Etat.

Absorbés depuis leurs indépendances par la construction de leur Etats Nations, les pays du Sud se trouvent eux-mêmes devant les mêmes dilemmes que des pays du Nord avec un important décalage entre des deux situations, à savoir la mise à niveau de certains de leurs territoires confrontés à la concurrence exacerbée des territoires du Monde et porter secours à d'autres territoires, combien nombreux, marginalisés, pauvres et vulnérables depuis leurs colonisation. La dépendance des pays du Sud vis-à-vis des pays du Nord d'une part, et les mutations sociales, économiques et spatiales d'autre part, exacerbent davantage les phénomènes de polarisation et de marginalisation.

Certains pays du Sud, comme le Maroc, affectés par les effets de la mondialisation prennent du goût pour discuter et débattre ce sujet, resté jusqu'ici secondaire, pour en faire la pierre angulaire de leur recomposition territoriale, de leur reconstruction sociétale et de la refonte de leur Etat.

« Régionalisation, gouvernance et développement local en Afrique »

28-30 octobre 2010



PROGRAMME

Jeudi 28 octobre 2010

8h30 Accueil des participants

9h00-10h00 Séance d'ouverture

- Allocution du Président de l'Université Mohammed V - Souissi
- Allocution du Directeur de l'Institut des Etudes Africaines
- Allocution du Représentant de la Fondation Hanns Seidel

PAUSE CAFE

10h15 – 13h00 : PREMIERE SEANCE

Régionalisation et décentralisation en Afrique: des modèles comparés
Modérateur : *Ghofrane Azzedine*
Rapporteur : *Rachel Sorel Bidjaava*

- 10h15-10-30: Nadir El Moumni, Université Mohammed V – Souissi, Rabat, Maroc
« Les expériences africaines en matière de décentralisation : quel apport à la construction du modèle marocain de la régionalisation ? »

- 10h30-10h45:Kissussu Robert, Local Government Training Institute
« Review on Challenges of Decentralization by Devolution in Africa: Tanzania Model »

- 10h45-11h00: DiopYakham,Université AntaDiop de Dakar, Sénégal
« La décentralisation piégée par l'élite bureaucratique ou quand le local sert de prétexte »
(cas du Sénégal)

- 11h00-11h15:JanatiIdrissiAbdelhak,Université Mohammed 1er, Oujda, Maroc
« Régionalisation et édification du Maghreb »

- 11h15-11h30: AgnesWiedemann, Allemagne
« La décentralisation du secteur de la santé au Malawi »

DEBATS

14h15-17h30 : DEUXIEME SEANCE

Régionalisation, institutions et démocratie locale
Modérateur : *DiopYakham*
Rapporteur : *FekihSouissiBouthaina*

- 14h15-14h30: Sow Abdoulaye, Université de Nouakchott, Mauritanie
« La violation des droits culturels comme obstacle à la gouvernance démocratique »

- 14h30-14h45: Ghofrane Azzedine, Université Mohammed V – Souissi, Rabat, Maroc
« Le projet d'autonomie des provinces sahariennes et la légalité internationale »

- 14h45-15h00: TsalaTsala Christian,Université de Douala, Cameroun
« Collectivités territoriales et développement socio-économique au Cameroun: le cas de la commune de Monatélé (1964-2010) »

-15h00-15h15: Diabaté Alassane,Université de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire
« La gouvernance locale agitée. Le cas de la mairie d'Adjamé »

PAUSE CAFÉ

- 15h30-15-45: JimohRashheGbenga, College of Art and Sciebce Northern University of Malaysia / Nigeria
« The alarming ATM in Nigeria »

- 15h45-16h00: OtondoGwenale, Université Artois, France
« La gouvernance locale au Gabon »

- 16h00-16h15: Traoré Al Hassane, Doctorant
« Défis de la décentralisation en Afrique. Cas de la côte d'Ivoire »

- 16h15-16h30: Ba Ibrahima Moctar,Réseau d'Organisations de la Société Civile pour la Promotion de la Citoyenneté (RPC), Nouakchott, Mauritanie
« Action Pilote du Contrôle citoyen de l'action publique »

DEBATS

Vendredi 29 octobre

9h15-13h00 : TROISIEME SEANCE

Gouvernance et territoires au Maghreb
Modérateur : *IdrissiJanatiAbdelhak*
Rapporteur : *Boutkhili Khadija*

- 9h15-9h30: Racine Oumar N'Diaye,Université de Nouakchott, Mauritanie

« Gouvernance locale, Gouvernance territoriale et Développement en Mauritanie : Etude de cas »

- 9h30-9h45: El QaderyMostafa, BNRM, Rabat, Maroc
« Régions régionalismes au Maroc entre l'histoire coloniale et post-coloniale »

- 9h45-10h00: Salem Labiadh,Institut Supérieur des Sciences Humaines, Tunisie
"الإثنية والتنمية"
" هل توجد مناطق بربرية غير محظوظة في تونس ؟ "

- 10h00-10h15: Manar Mostafa, Université Mohammed V – Souissi, Salé, Maroc
" الجهوية المتقدمة. مقاربة للنموذج"

PAUSE CAFE

- 10h30-10h45: Cheddad Driss,Institut des Etudes Africaines, Rabat
« La régionalisation au Maroc: diagnostic d'une approche territoriale »

- 10h45-11h00: Badda Lhoussaine, Doctorant Institut des Etudes Africaines, Rabat, Maroc
« Projet d'autonomie des provinces du Sud : architecture institutionnelle »

- 11h00-11h15: ChaibBaghdad,Faculté des Sciences Economiques, Tlemcen, Algérie
« Le développement rural en Algérie à l'heure du Renouveau »

- 11h15-11h30 : Lamchichi Anas,Université Moulay Ismail, Faculté PolydisciplinaireErrachidiya, Maroc
« La gouvernance et la régionalisation au Maroc : le processus et les perspectives »

DEBATS

14h30-17h00 : QUATRIEME SEANCE

Gouvernance et développement local
Modérateur : *TsalaTsalaChristian*
Rapporteur : *Fatima Aït Benlmadani*

- 14h30-14h45 : Crétiéneau Anne-Marie,Université de Poitiers – UFR, Sciences Economiques CRIEF
« Les approches bottom-up du développement économique et la gouvernance multi-acteurs »

- 14h45-15h00 : DaghriTaoufik,Université Mohammed V – Souissi, Salé, Maroc
« Entrepreneuriat et développement local »

- 15h00-15h15 : FekihSouissiBouthaina,Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Nabeul, Tunisie
« Le contrôle des concentrations en Tunisie : analyse empirique des avis du conseil de la concurrence »

PAUSE CAFE

- 15h30-15h45 : Echkoundi M'Hammed, Institut des Etudes Africaines, Rabat
« La gouvernance locale en chantier. Quel impact sur le développement territorial »

- 15h45-16h00: Nacer Eddine Hammouda, Centre de Recherche en Economie Appliquée au Développement
« Le développement humain et territoire »

- 16h00-16h15: Moflih Youssef,Université Hassan II Mohammedia, Casablanca, Maroc
« La coordination inter-entreprises : mode de gouvernance des spl de textile à Casablanca »

- 16h15-16h30: Faraj Adil, Université ChouaïbDoukkali, (ENCG), El Jadida
« La gestion entrepreneuriale du secteur public local »

DEBATS

Samedi 30 octobre 2010

9h30-10h30 : Séance de Clôture
Rapport final : *TsalaTsala Christian*
MachrafiMustapha
Anegay Souad

10h30-12h00 : Réunion du comité d'évaluation du colloque

Argumentaire

Le Groupe de Recherche « **Aménagement et Développement Local des Espaces Désertiques** » (GRADLED) de l'Institut des Etudes Africaines, Université Mohammed-V Souissi-Rabat organise un colloque international sur le thème **«*Régionalisation, Gouvernance et développement local en Afrique : des expériences comparées* »**.

L'objectif de cette rencontre est de réunir des acteurs de terrains, des experts, des acteurs d'ONGs et des chercheurs d'horizons disciplinaires divers. En effet, la thématique choisie à cette rencontre vise à rassembler les interfécondités interdisciplinaires sur la régionalisation, la gouvernance et le développement local.

Dans ce sens les organisateurs du colloque souhaitent confronter, à travers les expériences locales nationales et internationales, les faits et pratiques des acteurs aux analyses et approches théoriques.

L'échec des stratégies du développement par le haut a réhabilité le rôle des acteurs soucieux d'améliorer leurs conditions de vie dans leur environnement immédiat. L'échelle d'intervention territoriale locale des stratégies du développement est pour le moins paradoxale à une époque où l'on ne parle que de mondialisation, d'interdépendance planétaire, de mutations technologiques, de globalisation économique et de village mondial.

En Afrique, la dégradation des indicateurs du développement humain, l'urbanisation massive, la migration, la montée du chômage et de la violence, la pollution et la faiblesse des performances macroéconomiques ont donné lieu à un débat sur les facteurs explicatifs (crise de l'Etat, mal gouvernance, corruption, conflits etc.). La réduction de l'échelle locale d'intervention et la présence de nouveaux acteurs (ONG, communautés villageoises,…) qui se substituent à l'Etat ne garantissent pas en soi le succès d'un projet du développement. Néanmoins, les modèles appuyés sur les mégaprojets ont laissé place à de nouveaux chemins axés sur la petite entreprise et l'entrepreneuriat local.

A ce débat vient se greffer la problématique de la décentralisation, de la régionalisation et de la gouvernance. En substance, dans quelles conditions la gouvernance peut-elle être une réponse harmonieuse aux difficultés posées sur un territoire dans la mesure où le rôle de l'Etat s'en trouve modifié et que ce dernier doit répondre à de nouvelles exigences de coordination sur son territoire ? Cette rencontre tentera également de voir les liens et les divergences qui peuvent exister entre les concepts de gouvernance, de régionalisation et de développement local.

L'ambition de ce colloque est donc à la fois théorique et opérationnelle. Théorique, car il s'agit de préciser les liens qui peuvent exister entre les trois concepts (Régionalisation, gouvernance et développement local) ainsi qu'un examen académique des approches portant sur ces derniers ; opérationnelle dans la mesure où les organisateurs souhaitent faire émerger une cohérence entre les approches théoriques et les pratiques et expériences des acteurs.

Ce colloque est au carrefour de plusieurs disciplines : l'économie, la géographie, le droit et la sociologie. Il se veut interdisciplinaire. C'est pourquoi les contributions, en sciences politiques et celles des acteurs de terrain (ONGs, monde associatif), sont également les bienvenues.

Les axes sont :

- **Régionalisation et développement local en Afrique (Théories et pratiques)**
- **Régionalisations et régionalismes**
- **Entrepreneuriat et développement territorial**
- **Gouvernance territoriale, gouvernance locale et développement (expériences comparées)**
- **Défis de la décentralisation en Afrique**
- **Coopération décentralisée et développement**
- **Collectivités locales, proximité et démocratie**
- **Collectivités locales et modèles de développement local**

Religion et Migration

25 -27 novembre 2010

PROGRAMME

Jeudi 25 novembre 2010

08h30-09h00 Enregistrement/Registration
09h00-10h00 Séance d'ouverture/Opening Session
Discoursd'accueil/ Welcoming Speeches
10h00-11h00 Discours inaugural/ Keynote Speech
AbdallahBoussouf (CCME, Rabat)
Bernard MumpasiLututala (CODESRIA, Dakar),
Migration et religion dans le contexte africain : quels liens ?

11h30-12h30
Première séance plénière
Religions et mobilités anciennes
Religions and PastMobilities

IssiakaLatoundjiLalèyê (Université Gaston Berger, Saint-Louis, Associé à ERDRA/IEA),
Pérégrination des croyances, des savoirs et des savoir-faire : Regard prospectif sur les migrations des dieux dans l'ancienne Côte des esclaves
Román López Villicaña (Universidad de las Americas, Puebla),
Muslim migration: the difficulties of establishing a Muslim community in Mexico
Mukhtar Umar Bunza (UsmanDanfodiyo University, Sokoto),
Migration and Itinerancy among the 'Ulama' in West Africa: The Making of a Transnational Muslim Intelligencia in Nigeria since the Fifteenth Century
DEBAT

14h30-16h10
Deuxième séance plénière
Colonialisme, transformations de l'Etat-Nation et migrations religieuses
Colonialism, Transformation of Nation-States and Religious Migrations

Mimoun Aziza (FLSH, Université Moulay Ismaël, Meknès),
Histoire d'une migration : Les Mouhajirin algériens au Maroc (1830-1912)
Brian J. Peterson (Union College, Schenectady),
Islamization from Below: Migrants and the Making of Muslim Communities in Rural French Sudan, c. 1930s-1950s
Magloire Somé (Université de Ouagadougou, Burkina Faso, Associé à ERDRA/IEA),
Migrations, recomposition socioculturelle et mobilité religieuse dans le Burkina postcolonial : le cas de Bama
Asmaa Sassi (CRH-EHESS, Paris),
La Tariqa 'Alawiyya et ses disciples migrants durant l'entre-deux guerres

DEBAT

16h30-18h10
Table Rondes/ Panel 1
Construire de nouvelles identités - Pratiques des Diasporas religieuses I
Constructing new identities - Practice of Religious Diasporas I

KhadiyatoulahFall (Université du Québec à Chicoutimi, Canada),
L'Islam en phase ou au risque des « accommodements raisonnables » : le projet interculturel du Québec (Canada)
Bouchra Sidi Hida (Centre d'Études et de Recherche en Sciences Sociales, Rabat),
Trajectoire migratoire et religieuse des Turcs et Marocains de Belgique
Ekaterina Demintseva (Académie des Sciences Sociales, Moscou),
L'identité religieuse de la deuxième génération issue de l'immigration maghrébine
YahiaAbou El Farah, KhadijaBoutkhili&MustaphaMachrafi (LERIA, IEA, Rabat)**,**
Diversité ethnico-religieuse des migrants subsahariens au Maroc
Moha Ennaji (FLSH, Université Sidi Mohammed Ben Abdallah, Fès),
Le rôle des associations de migrants musulmans en Europe

Table Ronde/Panel 2
Construire de nouvelles identités - Pratique des Diasporas religieuses II
Constructing new identities - Practice of Religious Diasporas II

Roman Loimeier (Institut für Ethnologie, Göttingen),
India beyond India: The Indian Diaspora in East Africa
Ingrid Therwath& Christophe Jaffrelo (New Delhi),
The Global SanghParivar: a Study of Contemporary International Hinduism
BtissamAbaâziz (Erasmus University, Rotterdam),
Being Muslim in the Netherlands: A clash of Generations?
Fatima Ballah,
Religious voices in self-narratives: the case of a young Moroccan Woman
Abdoulaye Kane (University of Florida),
Sufi Global Connections: Roots and Routes of the Medina Gounass Branch of Tijaniyya

18h30-19h30
Rapport des discutants des tables rondes 1 & 2 et débat général
Reports of the Panels' discussants and general debate

Vendredi 26 novembre 2010

9h00-10h40
Table Ronde/Panel 3
Migration, identité et structures religieuses dans les espaces de départ et d'arrivée
Migration, Identity and Religious Structures in the Exporting and Receiving Countries

Fiona Mc Laughlin (University of Florida),
Religious Authority and Wolof Discourse on Clandestine Migration to the Canary Islands
Eva JeppssonGrassman& Annika Taghizadeh Larsson (Linköping University),
Service and Community: The Role of the Church of Sweden in a Context of Contemporary Swedish Migration
AbdülkadirYeler (Marmara University, Istanbul),
The Role of Migration in the Institutional Process of Religious Groups:Alawism in Turkey
PAUSE
Eric Ross (Al Akhawayn University, Ifrane, Associé à ERDRA/IEA),
Globalizing Touba: Expatriate Disciples in the World City Network/ Mourides d'outre-mer et la mondialisation de Touba
Richard McCallum (University of Exeter),
British Evangelicalism, Asian Muslims and African Christians: the Close Encounters of Religious Communities in Contemporary Britain

Table Ronde/Panel 4
Migration, identité et structures religieuses dans les espaces de départ et d'arrivée
Migration, Identity and Religious Structures in the Exporting and Receiving Countries

Sophie Bava (IRD, LPED-Université du Caire),
Le rôle des instances religieuses dans l'accueil des migrants africains au Caire
MamePenda Ba (Université Gaston Berger, Saint Louis),
Fonctions du religieux et des institutions religieuses dans le champ migratoire : une comparaison Mourides/Chinois
HamadouAdama (Université de Ngaoundéré, Cameroun),
Migration norvégienne et protestantisme luthérien à Ngaoundéré (Cameroun)
PAUSE
Rachid Benlabbah (IEA, Université Mohammed V – Souissi, Rabat),
La tentation homogénéiste face au retranchement particulariste. Désaveu de l'Europe multiculturelle
AbdourahmaneSeck (IFAN-UCAD, Dakar),
Le Sénégal et ses diasporas religieuses : vers un nouvel âge politique ?

10h30-12h30
Rapports des discutants des tables rondes 3 & 4 et débat général
Reports of Panels' discussants and general debate

15h00-18h00
Troisième séance plénière

Pour une éthique de la migration
For an Ethic of Migration

Peter Admirand(Irish School of Ecumenics),
The Ethics of Migration in the Bible and the Qur'an
Connell Monette (Al Akhawayn University, Ifrane),
Migration and exile in Islamic sources
Fatima Harrak (IEA, ERDRA, Université Mohammed V – Souissi, Rabat),
Entre hijra et ghorba – Les Soufis pensent la migration

Samedi 27 novembre

10h00-11h30
Séance de clôture
Closing Session

ARGUMENTAIRE

La migration, volontaire et involontaire est un des phénomènes les plus marquants de l'histoire de l'humanité phénomène qui s'est encore accéléré dans le monde contemporain .Les études entreprisses à ce sujet durant les dernières décennies ont révélé les impacts multiples et important des migrations sur les sociétés, les cultures et les économies des pays d'accueil. Aujourd'hui, le débat public dans ces sociétés tourne autour de questions touchant la migration et la diversité religieuse : identité nationale, droit des minorités, élections et discours sur l'immigration, sécurité publique, marché de l'emploi, religion dans l'espace public, production culturelle et artistique etc. ; Il semble en fait qu'aucun domaine de la vie sociale ne soit perçu dans ces pays comme étant à l'abri des effets de la migration Mieux encore, la recherche sur la migration a contribué à façonner quelques uns des concepts et théories les plus usités actuellement dans le domaine des sciences sociales et humaines, tels que la diaspora, la rans-nationalité, la postmodernité, la post-colonialiste, le métissage , le cosmopolitisme et l'autochtonie.

Comme tous les autres domaines de l'activité humaine, le domaine religieux a également été affecté par la migration. Les religions dites « organises » se sont diffusées par le biais de diverses formes de migration : prosélytisme, pèlerinage, voyage d'études, pérégrination mystique, exil, commerce mais aussi expulsion, invasion et conquête. Aujourd'hui, et à la faveur de la révolution des communications, même les religions qui étaient restées jusque là géographiquement circonscrites, se pratiquent dans des pays disparates et bien éloignés de leur berceau historique et de l'aire où elles étaient initialement délimitées. Mosquées chi'ites en Australie, temples de Shiva de et de Krishna à Dubaï, temples bouddhistes vietnamiens au Canada, églises évangélique au Maroc, gurdwaras sikhs au Brésil, églises Santeria aux USA, temples mormons au Ghana, khanqa Naqshbandiya en Angleterre… toutes les religions du monde ont maintenant pignon sur rue.

Jusqu'à présent, la recherche sur la migration et l'&étude de la dynamique religieuse se sont développés séparément ; il est temps de se pencher dur leurs interconnexions. C'est dans cette perspective que les équipes de recherche « Dynamique Religieuse en Afrique » (ERDRA) et « Aménagement de Développement Local des Espaces Désertiques » (GRADLED) de l'Institut des Etudes Africaines organisent un colloque international autour de ce thème les 25, 26 et 27 novembre 2010. En proposant le thème « religion et migration » pour ce colloque les deux équipes de recherche souhaitent d'une part stimuler la réflexion sur les dimensions spirituelle et religieuses de la migration et, d'autre part, appréhender le jeu du phénomène migratoire dans le déploiement des religions en Afrique comme dans le reste du monde. Le Maroc, avec sa situation au croisement des civilisations et des continent, et de par son statut de pays d'accueil, de transit et d'émigration, est un lieu privilégié pour débattre de l'imbrication du religieux et du migratoire dans les sociétés contemporaines.

Ouvert aux chercheurs de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales engagés dans la réflexion sur la dynamique religion-migration, ce colloque invite des contributions théorique, empiriques et comparatives sur les interconnexions entre globalisation, mouvements des populations, et prolongement culturels et religieux de ces mouvements, y

compris les politiques étatiques et les dynamiques propres aux diasporas. Les thèmes devant être examinés par le colloque comprennent notamment les axes suivants :

- Aspects philosophiques et spirituels de la migration
- Histoire de la migration
- Rôle du spirituel et des institutions religieuses dans le champ migratoire
- Religions, pratiques territoriales et trans-localité
- Diasporas religieuses et constitution des sociétés pluriculturelles
- « Marché » du religieux
- Religion et discours sur la migration.